



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

4^e trimestre 2012

N° 32



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Bassambié BATIONO
*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*
Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505772

Cette revue est conçue pour la seule documentation des destinataires. Bien qu'établie selon les meilleures sources, elle est diffusée sans garantie ni responsabilité de la Banque Centrale.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

4^e trimestre 2012

N° 32

ISSN 08505772

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA	5
INFORMATIONS GENERALES	44
Communiqués de presse des Organes de l'UMOA et de la BCEAO	45
Chronologie des principales mesures de politique monétaire	50
Chronologie économique et politique des Etats de l'Union	60
LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO	64

AVANT-PROPOS

La Note d'Information vise à informer trimestriellement le public sur les décisions des organes de l'UMOA et de la BCEAO, les textes réglementant l'activité bancaire et financière approuvés au cours de la période, ainsi que sur les faits marquants de la vie économique et politique des Etats de l'Union. La situation économique et monétaire de l'Union n'est plus publiée dans cette Note. Elle est disponible dans la Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA, diffusée sur le site internet de la BCEAO.

La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité et la présentation des informations contenues dans la présente publication.

Le Directeur de Publication

**EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA
SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS
DE CREDIT DE L'UMOA**

INTRODUCTION

Le présent chapitre retrace l'évolution des activités des établissements de crédit de l'UMOA au 31 décembre 2011 ainsi que leur situation au regard des principales normes prudentielles. Il aborde également l'évolution récente du réseau et des activités du système bancaire à fin mars 2012.

I – EVOLUTION DU RESEAU

Le système bancaire de l'UMOA compte, au 31 décembre 2011, cent vingt (120) établissements de crédit agréés, dont cent six (106) banques et quatorze (14) établissements financiers à caractère bancaire.

A fin août 2012, l'effectif des établissements de crédit a diminué de deux (02) établissements par rapport à fin décembre 2011, à la suite du retrait de leur agrément.

Par pays, le réseau bancaire de l'UMOA a été caractérisé par les évolutions ci-après en 2011 et au cours de l'année 2012.

Au Bénin, l'agrément de Equipbail Bénin a été retiré en 2011, à la suite de la fusion par absorption de cet établissement financier par BOA-Bénin. Il en est de même pour African Investment Bank, dont l'agrément a été retiré en 2012.

En Côte d'Ivoire, BGFIBANK Côte d'Ivoire et Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire (GTBANK-CI) ont été agréées en qualité de banques en 2011, tandis que l'agrément de Crédit Solidaire a été retiré en 2011.

Au Mali, la Commission Bancaire a autorisé la fusion-absorption de Equipbail Mali par BOA-Mali en 2011, entraînant ainsi le retrait de l'agrément de cet établissement financier.

Au Niger, la Banque Agricole du Niger (BAGRI) a été agréée en qualité de banque, tandis que l'agrément du Crédit du Niger (CDN) a été retiré en 2011.

Au Togo, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRHUEMOA) a été agréée en qualité d'établissement financier à caractère bancaire en 2011, tandis que l'agrément de Cauris Investissement a été retiré en 2012.

Sur le plan de la bancarisation, le nombre de comptes bancaires dans l'ensemble de l'Union s'établit à 7,9 millions en 2011. Ainsi, le taux de bancarisation, au sens strict, est ressorti à 7,93% au 31 décembre 2011.

Sur le plan de la densité du réseau, le nombre de guichets et de DAB/GAB (Distributeurs et Guichets Automatiques de Billets), s'élève respectivement à 1.853 unités et à 1.669 unités en 2011¹.

Par pays, la situation se présente comme suit :

- au Bénin, le taux de bancarisation ressort à 7,03%, pour 175 guichets et 153 DAB/GAB ;
- au Burkina, le taux de bancarisation s'établit à 4,62%, pour 199 guichets et 180 DAB/GAB ;
- en Côte d'Ivoire, le taux de bancarisation se situe à 13,41%, pour 513 guichets et 527 DAB/GAB ;
- en Guinée-Bissau, le taux de bancarisation se chiffre à 3,74%, pour 21 guichets et 13 DAB/GAB ;
- au Mali, le taux de bancarisation ressort à 9,08%, pour 347 guichets et 263 DAB/GAB ;
- au Niger, le taux de bancarisation s'établit à 1,71%, pour 93 guichets et 70 DAB/GAB ;
- au Sénégal, le taux de bancarisation se situe à 7,83%, pour 336 guichets et 345 DAB/GAB ;
- au Togo, le taux de bancarisation se chiffre à 10,86%, pour 169 guichets et 118 DAB/GAB.

II - OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA

L'activité des établissements de crédit de l'UMOA, appréciée sur la base du total des bilans, s'est établie à 15.361,3 milliards à fin décembre 2011, soit une progression de 1.890,4 milliards (+14,0%) contre une hausse de 1.999,9 milliards (+17,4%) en 2010 et de 1.244 milliards (+12,1) en 2009. La part de marché des établissements financiers dans le

1. Calculé sur la base de la population totale, hors les comptes ouverts dans les systèmes financiers décentralisés et les services postaux.

total de bilans des établissements de crédit poursuit son déclin, en ressortant à 59,4 milliards, soit une part relative de 0,4% contre 99,6% pour les banques.

Les dépôts de la clientèle et les crédits octroyés, principales composantes des bilans des établissements de crédit, ont augmenté en 2011 respectivement de 13,0% (+1.295,6 milliards) et de 14,4% (1.076,6 milliards).

Au cours de l'année 2011, les ressources et les emplois² des établissements de crédit de l'Union se sont accrus respectivement de 1.478 milliards (+12,4%) et de 1.645 milliards (+15,2%). Cette évolution est quasiment portée par les banques, les emplois des établissements financiers ayant baissé de 12,4 milliards pour s'établir à 82,6 milliards, tandis que leurs ressources ont légèrement progressé de 4 milliards pour se chiffrer à 93,0 milliards.

La tendance à la baisse de l'activité des établissements financiers s'est accentuée au cours des trois premiers mois de l'année 2012, leurs ressources ayant baissé de 2,9% et leurs emplois de 17,1%. Il est attendu une relance de l'activité globale des établissements financiers, en liaison avec la création récente de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH).

Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille de crédit des établissements financiers se sont établis respectivement à 10,2% et 4,1% en mars 2012 contre 13,8% et 3,5% en décembre 2011. En 2010, ces taux se situaient respectivement à 12,6% et 4,3%.

La trésorerie des établissements financiers, structurellement déficitaire, est ressortie excédentaire de 10,4 milliards à fin décembre 2011 et de 21,8 milliards en mars 2012, après un déficit de 6,0 milliards enregistré en 2010.

Les ressources des banques sont ressorties à 13.389,6 milliards à fin décembre 2011 contre 11.906,7 milliards au 31 décembre 2010, en augmentation de 1.482,9 milliards (+12,5%). Cette évolution marque une décélération du rythme de hausse des ressources qui s'affichait à 18,6% en 2010. Elles s'établissaient à 10.042 milliards en 2009. Les dépôts et emprunts se sont accrus de 1.290,3 milliards (+13%) en

passant de 9.922,2 milliards en 2010 à 11.212,5 milliards à fin décembre 2011. Les fonds propres des banques ont progressé de 174,9 milliards (+15%) en 2011, après une hausse de 22,5% en 2010, en relation notamment avec l'exigence réglementaire de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit de l'UMOA. Les autres ressources se sont également légèrement renforcées de 17,6 milliards (+2,2%) pour s'établir à 836,1 milliards en décembre 2011.

Les emplois des banques se sont établis à 12.385,0 milliards au 31 décembre 2011, soit une hausse de 1.657,2 milliards (+15,4%) par rapport à l'année 2010 répartie entre les crédits (+1.086,0 milliards ; +14,7%) et les autres emplois (+571,3 milliards ; 17,2%).

Le rythme de progression des crédits bancaires (+14,7%) s'est renforcé après les hausses de 13,2% en 2010 et de 2,1% en 2009. La structure des crédits reste dominée par les concours à court terme (entre 54% et 55% de l'encours global sur les trois dernières années). Les crédits à long terme ne représentent que 3,57% de l'encours total des crédits en 2011, tandis que la part relative des crédits à moyen terme se chiffre à 33,7%.

La progression des autres emplois est essentiellement imputable aux titres de placement (+356,5 milliards ; +18,7%) et aux immobilisations financières (+166,6 milliards ; +46,4%), constitués principalement des bons et obligations du Trésor.

La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'Union, appréciée sur la base du taux brut de dégradation, s'est détériorée de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 15,9% à fin décembre 2011. Le taux net s'est amélioré de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 6,3%, traduisant les efforts de provisionnement consentis par les banques.

Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est supérieur à la moyenne de l'Union en Côte d'Ivoire (16,9%), au Mali (18,0%) et au Niger (19,6%).

La trésorerie³ des banques a baissé de 174,4 milliards par rapport à son niveau en 2010, pour se situer à 1.004,6 milliards à fin décembre

2. Les ressources et les emplois sont déterminés à partir des éléments du bilan (Actif/Passif) hors trésorerie.

3. Trésorerie = (Ressources - emplois)

2011. Elle reflète une progression des emplois plus rapide que celle des ressources.

Sur le premier trimestre de l'année 2012, l'activité des banques a poursuivi sa dynamique, les ressources et les emplois ayant légèrement progressé respectivement de 0,8% (+109,0 milliards) et de 1,4% (+168,1 milliards) comparés à leur niveau de décembre 2011. L'augmentation des ressources est principalement tirée par les fonds propres (+111 milliards). La progression des emplois est essentiellement induite par les autres emplois (notamment les titres de placement), les crédits à la clientèle ayant accusé un repli. Dans ce sillage, la trésorerie des banques a poursuivi sa baisse (-59,1 milliards) pour ressortir à 945,5 milliards au 31 mars 2012.

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont aggravés respectivement de 0,5 et 0,1 point de pourcentage pour ressortir à 16,4%, et 6,4% au 31 mars 2012.

III - RESULTATS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU TITRE DE L'EXERCICE 2011

Au terme de l'exercice 2011, le produit net bancaire des établissements de crédit s'est accru de 107,9 milliards (+12,3%), en rapport notamment avec une hausse plus prononcée des produits bancaires (+157,9 milliards ; +12,1%) que des charges bancaires (+49,9 milliards ; +11,6%).

Le résultat net a progressé de 15,6 milliards (+13,6%) par rapport à 2010.

3.1. Evolution globale des produits et des charges bancaires

Les produits d'exploitation des établissements de crédit se sont élevés à 1.466,8 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 157,9 milliards (+12,1%) par rapport à 2010. Ils sont principalement constitués des produits sur les opérations avec la clientèle (928 milliards ; 63,3%), des autres produits bancaires (287 milliards ; 19,6%) et des produits sur les opérations sur titres et diverses (147 milliards ; 10,0%).

La progression ainsi enregistrée est liée principalement à une consolidation des produits d'intérêts et commissions générés par les opérations de crédit avec la clientèle (+83,8 milliards ; +9,9%), des opérations sur les titres de placement (+38,8 milliards ; +35,8%) et des

opérations de change, de hors bilan et de prestations diverses (+26,5 milliards ; +10,2%).

Les charges d'exploitation bancaires supportées par les établissements de crédit sont ressorties à 481,5 milliards en 2011, en augmentation de 49,9 milliards (+11,6%) par rapport à 2010, induite notamment par les autres charges d'exploitation bancaires (+19,0 milliards), les intérêts versés à la clientèle (+17,3 milliards) et les charges sur les opérations de trésorerie (+12,1 milliards).

3.2. Soldes caractéristiques de gestion

Le produit net bancaire (PNB)⁴ des banques et établissements financiers est passé de 877,4 milliards en 2010 à 985,3 milliards en 2011, soit une hausse de 107,8 milliards (+12,3%) après celle de 10,6% enregistrée en 2010. Il se compose essentiellement des marges nettes sur les opérations avec la clientèle (701,6 milliards), les opérations sur titres de placement (142,6 milliards) et les opérations de change, de hors bilan et de prestations diverses (141,7 milliards).

Le résultat brut d'exploitation⁵ s'est établi à 318,5 milliards, en hausse de 57,2 milliards (+21,9%) par rapport à l'année 2010, en liaison essentiellement avec une augmentation du produit net bancaire (+107,8 milliards) plus importante que celle des frais généraux (+74,3 milliards).

Le résultat d'exploitation⁶ s'est également inscrit en hausse de 30,6 milliards (20,6%) pour s'établir à 179,5 milliards sur l'exercice 2011 après déduction des dotations nettes aux provisions (59,7 milliards) et des pertes sur créances irrécouvrables (79,4 milliards). Comparativement à l'année 2010, il a été observé une hausse de 62,2 milliards des pertes sur créances irrécouvrables et une baisse de 35,7 milliards des dotations nettes aux provisions.

Le résultat net⁷ cumulé des banques et établissements financiers à caractère bancaire est ressorti bénéficiaire de 129,8 milliards sur

4. PNB = Produits bancaires – charges bancaires

5. Résultat brut d'exploitation = PNB – frais généraux – amortissements

6. Résultat d'exploitation = Résultat brut d'exploitation – dotations aux provisions – pertes sur créances irrécouvrables

7. Résultat net = Résultat d'exploitation +/- résultat exceptionnel – fonds pour risques bancaires généraux – impôt sur le bénéfice

l'année 2011, réparti entre les banques (129,6 milliards) et les établissements financiers à caractère bancaire (0,195 milliard). Le résultat ressort ainsi en hausse de 15,6 milliards (+13,6%) par rapport à l'exercice 2010 et de 2,3 milliards (+1,76%) par rapport à 2009. Ce profil haussier a été noté dans tous les pays de l'Union à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Niger. En Côte d'Ivoire, le résultat net consolidé des établissements de crédit est passé d'un bénéfice de 945 millions en 2010 à un déficit de 14,8 milliards en 2011. Au Niger, le résultat net consolidé a enregistré une baisse de 6,1 milliards (-65,3%) pour s'établir à 3,3 milliards.

Soixante dix-neuf (79) établissements de crédit dont soixante quatorze (74) banques ont été bénéficiaires au cours de l'exercice 2011 pour des montants variant entre 12,0 millions et 16,0 milliards. L'exploitation est ressortie déficitaire pour 36 établissements (dont 27 banques), répartis entre le Bénin (5), le Burkina (1), la Côte d'Ivoire (7), le Mali (2), le Niger (4), le Sénégal (4) et le Togo (4). Le montant des pertes a varié entre 19 millions et 30 milliards.

3.3. Marges bancaires

La marge sur les opérations avec la clientèle s'est élevée à 10,3% sur l'exercice 2011, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente et en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2009. L'évolution entre 2010 et 2011 s'explique par la progression du taux d'intérêt moyen appliqué aux crédits à la clientèle, passé de 12,3% en 2010 à 12,5% en 2011. Le taux moyen de rémunération des comptes créditeurs de la clientèle est, quant à lui, inchangé à 2,2%.

S'agissant des opérations de trésorerie, la marge est demeurée négative de 2,6%, le taux moyen des ressources de trésorerie s'étant établi à 3,9% pour un taux moyen des prêts de même nature de 1,3%. Cette situation est en phase avec le recours important des établissements de crédit aux guichets de refinancement de la Banque Centrale.

En définitive, la marge globale, représentant la différence entre le rendement moyen des prêts de toute nature et le coût moyen des capitaux empruntés, a augmenté en passant de 7,1% en 2010 à 7,4% en 2011.

3.4. Principaux ratios d'exploitation

Le coefficient net d'exploitation⁸, qui mesure le niveau d'absorption du produit net bancaire par les frais généraux, s'est dégradé de 0,9 point de pourcentage en 2011 pour s'établir à 61,2%.

Le ratio frais du personnel sur frais généraux est passé de 61,0% en 2010 à 45,0% en 2011, en rapport avec la hausse des autres frais généraux.

L'effort net de provisionnement⁹, qui permet d'apprécier l'impact des provisions sur le compte de résultat, s'est inscrit en baisse de 18,2 points de pourcentage par rapport à 2010, en ressortant à 19,1% en 2011. Cette évolution résulte essentiellement des reprises de provisions après constatation de pertes sur créances irrécouvrables de montants significatifs.

Le coefficient de rentabilité¹⁰, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net, est quasi-stable d'une année à l'autre, en ressortant à 10,3% sur l'exercice 2011. Son niveau a été influencé par une progression plus accentuée des fonds propres que celle du résultat net. Elle reflète également l'incidence de la dégradation de la rentabilité de l'exploitation des établissements de la Côte d'Ivoire (-5,7%) et de la baisse de ceux du Niger (4,1%), dont l'impact a été compensé par une bonne rentabilité dans les autres pays, notamment au Burkina (23,7%), en Guinée-Bissau (23,4%), au Mali (15,3%), au Sénégal (13,5%), au Bénin (12,8%) et au Togo (11,3%).

IV – RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

Sur la base des données disponibles, au 31 décembre 2011, les fonds propres de base des établissements de crédit de l'Union ressortaient à 975,0 milliards au 31 décembre 2011. Relativement à la norme de représentation du capital social minimum qui lui est associée, 78% de l'effectif des établissements sont en conformité.

8. Le coefficient net d'exploitation = Frais généraux / produit net bancaire

9. L'effort net de provisionnement = Dotations nettes aux provisions / résultat brut d'exploitation

10. Le coefficient de rentabilité = Résultat net / fonds propres nets

Les fonds propres effectifs cumulés de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA sont estimés à 1.032,7 milliards. Les risques pondérés sont évalués à 9.419,5 milliards. Il en ressort un ratio moyen «fonds propres sur risques» de 10,9% contre 11,4% à fin décembre 2010 et 11,3% en 2009. La norme minimale est fixée à 8%.

Environ 73% des établissements de crédit de l'UMOA respectent ce ratio contre 71% en 2010. En considérant les taux moyens par pays, seule la Côte d'Ivoire affiche un ratio moyen de couverture des risques inférieur à la norme réglementaire (4,83%).

La norme de limitation des risques sur une même signature, fixée à 75% des fonds propres effectifs, est respectée par 54% des établissements de crédit contre 50% en 2010. Celle liée au total des engagements atteignant 25% des fonds propres effectifs est respectée par 75% des établissements contre 64% en 2010.

Au 31 décembre 2011, le pourcentage de banques et établissements financiers à caractère bancaire respectant la norme de liquidité est en repli (59%) comparativement à fin décembre 2010 (63%).

Concernant le ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables, il est respecté par 54% de l'effectif au 31 décembre 2011 contre 50% en 2010.

S'agissant du ratio de structure du portefeuille, seuls 2% des établissements de crédit sont conformes à la norme de 60%.

V – SUIVI DES LIQUIDATIONS

Le suivi des liquidations porte sur les établissements de crédit fermés à l'issue de la crise bancaire des années 1980, sauf pour le Togo, où il s'étend à la récente opération de titrisation, par l'Etat, des créances en souffrances de certaines banques. Les informations disponibles ne sont pas à jour, à l'exception de celles du Mali et du Togo.

Les recouvrements de créances gelées ainsi que les remboursements des dépôts n'ont pas connu d'évolution significative. Par pays, sur la base des informations disponibles, la situation se présente comme suit.

Au Bénin, l'encours des créances gelées des banques liquidées ressort à 54,6 milliards au 30 juin 2012, après des recouvrements cumulés de 2,2 milliards (4,0%), effectués par la Cellule qui en a la charge. L'encours des dépôts gelés s'est établi à 10,6 milliards, après des remboursements de 0,8 milliard.

Au Burkina, l'encours des créances gelées ressort à 49,8 milliards au 30 septembre 2009, après des recouvrements cumulés de 14,4 millions effectués par la Cellule qui en a la charge. Depuis cette date, aucune information n'a été donnée par la structure chargée des recouvrements.

En Côte d'Ivoire, le montant des recouvrements s'est élevé à 116,8 millions au 31 mars 2012, dont 71,9 millions au titre des cessions d'actifs. S'agissant des dépôts gelés, aucun remboursement n'est intervenu sur la période. Les remboursements cumulés sont ainsi inchangés à 41,9 milliards par rapport à leur niveau de décembre 2009.

Au Mali, le montant cumulé des recouvrements des créances gelées est ressorti à 16,8 milliards au 30 juin 2012, sur un montant initial évalué à 68,1 milliards, soit un taux de recouvrement de 24,7%.

Au Niger, les structures en charge des établissements en liquidation n'ont transmis aucune information sur l'évolution des opérations de recouvrement et de remboursement des déposants, au cours de l'année 2011 et du premier semestre 2012.

Au Sénégal, les recouvrements effectués par la Société Nationale de Recouvrement (SNR) d'octobre 1991 à juin 2011 se sont élevés à 61,0 milliards. Pour leur part, les dépôts remboursés se chiffraient à 38,5 milliards sur la même période. Au cours des trois dernières années, les recouvrements n'ont porté, en moyenne, que sur 1,0 milliard par an et les remboursements de dépôts sur 0,15 million. La SNR n'a pas communiqué d'informations nouvelles à la Banque Centrale.

Au Togo, le montant cumulé des recouvrements des créances gelées ressort à 0,1 milliard au 30 juin 2012 sur un montant initial de 4,4 milliards, soit un taux de recouvrement de 2,3% depuis octobre 1992. En ce qui concerne les 520 millions des dépôts gelés, aucun remboursement n'est intervenu en faveur du public sur la période.

Pour rappel, un montant de 336 millions avait été remboursé à l'Etat le 30 juin 2005.

Par ailleurs, en septembre 2008, l'Etat togolais a racheté et titrisé des créances bancaires en souffrance de plusieurs banques, d'un montant global de 86,4 milliards. Les recouvrements effectués s'élèvent à 1,2 milliard, soit un taux de recouvrement de 1,4% au 31 mars 2012.

CONCLUSION

L'effectif des banques et établissements financiers a peu varié en 2011. Le taux de bancarisation est ressorti à 7,93%. L'activité des

établissements de crédit de l'Union, mesurée par le total des bilans, a affiché une hausse de 14,0% au 31 décembre 2011. Cette tendance à la hausse des activités s'est poursuivie au cours des trois premiers mois de l'année 2012. La qualité du portefeuille des établissements de crédit s'est légèrement dégradée.

Au niveau de l'exploitation, le produit net bancaire s'est nettement consolidé (+12,3%). Le résultat net des banques et établissements financiers est ressorti bénéficiaire de 129,8 milliards au 31 décembre 2011 contre 114,2 milliards en 2010. Le coefficient de rentabilité est quasi-stable, en ressortant à 10,3% en 2011.

EVOLUTION DU RESEAU BANCAIRE EN 2011

Pays	Guichets		DAB/GAB		Nombre de comptes bancaires		Population 2011	Nombre de comptes/pop	Nombre de personnes par guichet/Gab
	2010	2011	2010	2011	2010	2011			
Bénin	158	175	54	153	576 294	640 118	9 100 000	7,03%	27 744
Burkina	188	199	113	180	671 131	747 965	16 200 000	4,62%	42 744
Côte d'Ivoire	499	513	356	527	1 768 868	3 150 941	23 500 000	13,41%	22 596
Guinée-Bissau	17	21	13	13	41 583	56 120	1 500 000	3,74%	44 118
Mali	291	347	205	263	822 924	1 416 129	15 600 000	9,08%	25 574
Niger	78	93	48	70	232 491	261 373	15 300 000	1,71%	93 865
Sénégal	305	336	285	345	853 859	986 009	12 600 000	7,83%	18 502
Togo	157	169	104	118	583 543	651 596	6 000 000	10,86%	20 906
UMOA	1 693	1 853	1 178	1 669	5 550 693	7 910 251	99 800 000	7,93%	28 336

EVOLUTION DU TOTAL DES BILANS

(En milliards de FCFA)

UMOA	31 DECEMBRE			VARIATIONS			
	2009	2010	2011	MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
	(1)	(2)	(3)	2-1	3-2	4/1	5/2
				(4)	(5)	(6)	(7)
BENIN	1 465,6	1 630,1	1 882,6	164,5	252,5	11,2	15,5
- Banques	1 453,9	1 630,1	1 882,6	176,2	252,5	12,1	15,5
- Etablissements financiers	11,7	0,0	0,0	-11,7	0,0	-100,0	#DIV/0 !
BURKINA	1 302,3	1 604,7	1 920,4	302,4	315,7	23,2	19,7
- Banques	1 282,8	1 591,4	1 902,1	308,6	310,7	24,1	19,5
- Etablissements financiers	19,5	13,3	18,3	-6,2	5,0	-31,7	37,6
COTE D'IVOIRE	3 132,5	3 683,4	4 226,9	550,8	543,5	17,6	14,8
- Banques	3 088,1	3 633,8	4 226,9	545,8	593,1	17,7	16,3
- Etablissements financiers	44,5	49,5	0,0	5,0	-49,5	11,3	-100,0
GUINEE BISSAU	77,5	102,3	141,9	24,8	39,6	32,1	38,7
- Banques	77,5	102,3	141,9	24,8	39,6	32,1	38,7
- Etablissements financiers							
MALI	1 583,8	1 853,4	2 044,6	269,6	191,2	17,0	10,3
- Banques	1 574,8	1 850,5	2 042,1	275,7	191,6	17,5	10,4
- Etablissements financiers	9,0	2,9	2,5	-6,1	-0,4	-67,8	-13,6
NIGER	526,6	717,3	710,9	190,7	-6,4	36,2	-0,9
- Banques	522,7	713,5	706,1	190,8	-7,4	36,5	-1,0
- Etablissements financiers	3,8	3,8	4,8	0,0	1,0	-1,3	27,0
SENEGAL	2 667,3	3 021,7	3 364,9	354,4	343,2	13,3	11,4
- Banques	2 655,4	3 019,6	3 362,8	364,2	343,2	13,7	11,4
- Etablissements financiers	11,9	2,1	2,1	-9,7	0,0	-82,1	-1,3
TOGO	732,9	857,8	1 069,0	124,9	211,2	17,0	24,6
- Banques	703,8	828,5	1 037,3	124,8	208,8	17,7	25,2
- Etablissements financiers	29,1	29,2	31,7	0,1	2,5	0,4	8,5
UMOA	11 471,0	13 470,8	15 361,2	1 999,8	1 890,4	17,4	14,0
- Banques	11 359,1	13 369,9	15 301,8	2 010,8	1 931,9	17,7	14,4
- Etablissements financiers	111,9	100,9	59,4	-11,0	-41,5	-9,9	-41,1

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE L'UMOA**

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	7 475,7	8 552,3	8 472,6	1076,6	-79,7	14,4	-0,9
- Crédits à long terme	287,2	303,2	308,1	16,0	4,9	5,6	1,6
- Crédits à moyen terme	2 511,5	2 886,6	2 958,4	375,1	71,8	14,9	2,5
- Crédits à court terme	4 067,6	4 751,9	4 554,5	684,3	-197,4	16,8	-4,2
<i>.dont crédits de campagne</i>	166,5	188,3	182,8	21,8	-5,5	13,1	-2,9
- Crédit-bail et assimilés	73,9	69,9	71,5	-4,0	1,6	-5,4	2,3
- Crédits en souffrance (a)	535,4	540,7	580,1	5,3	39,4	1,0	7,3
<i>.dont douteux et litigieux</i>	247,7	245,6	242,7	-2,1	-2,9	-0,8	-1,2
(a)/crédits	7,2%	6,3%	6,8%				
2. AUTRES EMPLOIS	3 347,1	3 915,1	4 149,2	568,0	234,1	17,0	6,0
Titres de placement	1 903,3	2 260,7	2 418,9	357,4	158,2	18,8	7,0
Immobilisations financières	359,9	526,7	550,9	166,8	24,2	46,3	4,6
Autres immobilisations	590,9	618,6	621,4	27,7	2,8	4,7	0,5
Divers emplois	493,0	509,1	558,0	16,2	48,9	3,3	9,6
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	10 822,7	12 467,4	12 621,8	1 644,7	154,4	15,2	1,2
1. FONDS PROPRES NETS	1 210,8	1 387,6	1 498,7	176,8	111,1	14,6	8,0
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	9 939,0	11 234,6	11 236,3	1295,6	1,7	13,0	0,0
- À terme	5 030,5	5 419,9	5 481,3	389,4	61,4	7,7	1,1
- Comptes disponibles	4 908,6	5 814,7	5 755,0	906,1	-59,7	18,5	-1,0
3. AUTRES RESSOURCES	845,9	860,5	853,9	14,6	-6,6	1,7	-0,8
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	11 995,7	13 482,7	13 588,9	1 487,0	106,2	12,4	0,8
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	1 173,0	1 015,3	967,1	-157,7	-48,2	-13,4	-4,7

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	373,5	421,8	438,5	48,3	16,7	12,9	4,0
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	799,5	593,5	528,6	-206,0	-64,9	-25,8	-10,9
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	1 173,0	1 015,3	967,1	-157,7	-48,2	-13,4	-4,7

EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES DE L'UMOA

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	7 399,0	8 484,9	8 420,1	1086,0	-64,8	14,7	-0,8
- Crédits à long terme	287,2	303,2	307,4	16,0	4,2	5,6	1,4
- Crédits à moyen terme	2 483,2	2 862,7	2 951,1	379,5	88,4	15,3	3,1
- Crédits à court terme	4 059,2	4 743,7	4 551,1	684,5	-192,6	16,9	-4,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	176,1	188,3	182,8	12,2	-5,5	6,9	-2,9
- Crédit-bail et assimilés	37,3	36,9	37,4	-0,4	0,5	-1,1	1,4
- Crédits en souffrance (a)	532,1	538,4	573,1	6,3	34,7	1,2	6,4
<i>.dont douteux et litigieux</i>	247,4	244,2	238,5	-3,2	-5,7	-1,3	-2,3
(a)/crédits	7,2%	6,3%	6,8%		0,0		
2. AUTRES EMPLOIS	3 328,8	3 900,1	4 133,0	571,3	232,9	17,2	6,0
Titres de placement	1 903,0	2 259,5	2 417,6	356,5	158,1	18,7	7,0
Immobilisations financières	358,8	525,4	550,8	166,6	25,4	46,4	4,8
Autres immobilisations	588,5	614,3	618,7	25,8	4,4	4,4	0,7
Divers emplois	478,5	500,9	545,9	22,4	45,0	4,7	9,0
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	10 727,8	12 385,0	12 553,1	1 657,2	168,1	15,4	1,4
1. FONDS PROPRES NETS	1 166,1	1 341,0	1 452,0	174,9	111,0	15,0	8,3
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	9 922,2	11 212,5	11 228,0	1290,3	15,5	13,0	0,1
- A terme	5 015,2	5 400,2	5 473,4	385,0	73,2	7,7	1,4
- Comptes disponibles	4 907,0	5 812,3	5 754,6	905,3	-57,7	18,4	-1,0
3. AUTRES RESSOURCES	818,5	836,1	818,6	17,6	-17,5	2,2	-2,1
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	11 906,7	13 389,6	13 498,6	1 482,9	109,0	12,5	0,8
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	1 179,0	1 004,6	945,5	-174,4	-59,1	-14,8	-5,9

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	373,4	421,4	438,3	48,0	16,9	12,8	4,0
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	805,6	583,2	507,0	-222,4	-76,2	-27,6	-13,1
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	1 179,0	1 004,6	945,3	-174,4	-59,3	-14,8	-5,9

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES ETABLISSEMENTS
FINANCIERS DE L'UMOA**

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1	3-2	4/1	5/2
				(4)	(5)	(6)	(7)
1. CREDITS	76,7	67,5	52,4	-9,2	-15,1	-12,0	-22,4
- Crédits à long terme	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7	#DIV/0!	
- Crédits à moyen terme	28,3	23,9	7,2	-4,4	-16,7	-15,6	-69,9
- Crédits à court terme	8,5	8,3	3,4	-0,2	-4,9	-2,2	-59,0
<i>.dont crédits de campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
- Crédit-bail et assimilés	36,6	33,0	34,1	-3,6	1,1	-9,9	3,3
- Crédits en souffrance (a)	3,3	2,3	7,0	-1,0	4,7	-29,7	204,3
<i>.dont douteux et litigieux</i>	1,6	1,5	4,1	-0,1	2,6	-6,3	173,3
<i>(a)/crédits</i>	4,3%	3,4%	13,4%				
2. AUTRES EMPLOIS	18,2	15,1	16,0	-3,1	0,9	-17,2	6,3
Titres de placement	0,3	1,2	1,2	0,9	0,0	351,1	0,0
Immobilisations financières	1,1	1,4	0,0	0,3	-1,4	30,4	-96,5
Autres immobilisations	2,4	4,3	2,7	1,9	-1,6	75,9	-37,2
Divers emplois	14,5	8,2	12,1	-6,3	3,9	-43,3	47,6
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	95,0	82,6	68,4	-12,4	-14,2	-13,0	-17,1
1. FONDS PROPRES NETS	44,7	46,6	46,7	1,9	0,1	4,1	0,2
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	16,9	22,1	8,3	5,2	-13,8	31,0	-62,5
- A terme	15,3	19,7	7,9	4,4	-11,8	28,8	-59,9
- Comptes disponibles	1,6	2,4	0,4	0,8	-2,0	52,2	-84,0
3. AUTRES RESSOURCES	27,4	24,3	35,3	-3,1	11,0	-11,2	45,3
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	89,0	93,0	90,3	4,0	-2,7	4,5	-2,9
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	-6,0	10,4	21,8	16,4	11,4	-274,4	110,0

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	0,1	142,0	169,0	141,9	27,0	170984,3	19,0
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-6,1	10,3	21,6	16,4	11,3	-268,9	109,7
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2)	-6,0	10,4	21,8	16,4	11,4	-274,4	110,0

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU BENIN**

(En milliards de FCFA)

BENIN	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1 . CREDITS	849,3	952,4	966,0	103,1	13,6	12,1	1,4
- Crédits à long terme	22,4	30,8	36,9	8,4	6,1	37,8	19,8
- Crédits à moyen terme	320,4	370,5	405,7	50,1	35,2	15,6	9,5
- Crédits à court terme	448,3	486,2	446,6	37,9	-39,6	8,5	-8,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	16,1	60,7	19,9	44,6	-40,8	278,1	-67,2
- Crédit-bail et assimilés	5,0	1,0	0,8	-4,0	-0,2	-80,1	-20,0
- Crédits en souffrance (a)	53,3	63,9	76,0	10,6	12,1	20,0	18,9
<i>.dont douteux et litigieux</i>		37,4	37,0	37,4	-0,4	#DIV/0 !	
<i>(a)/crédits (taux net de dégradation du portefeuille)</i>	6,3%	6,7%	7,9%				
2 . AUTRES EMPLOIS	465,1	637,0	662,4	171,9	25,4	37,0	4,0
Titres de placement	308,5	434,9	443,9	126,4	9,0	41,0	2,1
Immobilisations financières	26,5	84,9	99,9	58,4	15,0	220,9	17,7
Autres immobilisations	57,6	58,5	58,1	0,9	-0,4	1,5	-0,7
Divers emplois	72,5	58,7	60,5	-13,8	1,8	-19,0	3,1
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	1 314,4	1 589,4	1 628,4	275,0	39,0	20,9	2,5
1. FONDS PROPRES NETS	122,6	149,7	159,4	27,1	9,7	22,1	6,5
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	1 201,6	1 286,9	1 267,4	85,3	-19,5	7,1	-1,5
- A terme	625,9	685,0	685,0	59,1	0,0	9,4	0,0
- Comptes disponibles	575,7	601,9	582,4	26,2	-19,5	4,6	-3,2
3 . AUTRES RESSOURCES	76,1	78,4	80,9	2,3	2,5	3,0	3,2
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	1 400,3	1 515,0	1 507,7	114,7	-7,3	8,2	-0,5
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	85,8	-74,4	-120,7	-160,2	-46,3	-186,7	62,2

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	40,6	39,7	42,3	-0,9	2,6	-2,2	6,5
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	45,2	-114,1	-163,0	-159,3	-48,9	-352,4	42,9
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	85,8	-74,4	-120,7	-160,2	-46,3	-186,7	62,2

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU BURKINA**

(En milliards de FCFA)

BURKINA	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	914,2	1 060,8	1 098,3	146,6	37,5	16,0	3,5
- Crédits à long terme	20,6	22,1	23,0	1,5	0,9	7,2	4,1
- Crédits à moyen terme	301,8	365,9	383,4	64,1	17,5	21,3	4,8
- Crédits à court terme	507,3	613,7	642,7	106,4	29,0	21,0	4,7
<i>.dont crédits de campagne</i>	37,6	30,1	75,6	-7,5	45,5	-19,9	151,2
- Crédit-bail et assimilés	1,9	2,7	2,6	0,8	-0,1	45,1	-3,7
- Crédits en souffrance (a)	82,6	56,4	46,6	-26,2	-9,8	-31,8	-17,4
<i>.dont douteux et litigieux</i>	34,2	32,8	17,9	-1,4	-14,9	-4,1	-45,4
(a)/crédits	9,0%	5,3%	4,2%				
2. AUTRES EMPLOIS	474,6	570,7	601,0	96,1	30,3	20,3	5,3
Titres de placement	305,8	363,9	403,6	58,1	39,7	19,0	10,9
Immobilisations financières	49,0	84,2	86,0	35,2	1,8	71,7	2,1
Autres immobilisations	64,9	60,9	60,9	-4,0	0,0	-6,2	0,0
Divers emplois	54,9	61,7	50,5	6,8	-11,2	12,4	-18,2
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	1 388,7	1 631,5	1 699,3	242,8	67,8	17,5	4,2
1. FONDS PROPRES NETS	120,1	165,5	179,2	45,4	13,7	37,8	8,3
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	1 257,4	1 381,1	1 455,7	123,7	74,6	9,8	5,4
- A terme	715,4	725,5	775,8	10,1	50,3	1,4	6,9
- Comptes disponibles	542,0	655,6	679,9	113,6	24,3	21,0	3,7
3. AUTRES RESSOURCES	109,6	105,9	97,1	-3,7	-8,8	-3,4	-8,3
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	1 487,1	1 652,5	1 732,0	165,4	79,5	11,1	4,8
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	98,4	21,0	32,7	-77,4	11,7	-78,7	55,7

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	36,8	37,1	-39,8	0,3	-76,9	0,9	-207,3
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	61,6	-16,1	7,1	0,3	23,2	0,5	-144,1
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	98,4	21,0	-32,7	-77,4	-53,7	-78,7	-255,7

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE LA COTE D'IVOIRE**

(En milliards de FCFA)

COTE D'IVOIRE	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	2 198,4	2 262,0	2 058,6	63,6	-203,4	2,9	-9,0
- Crédits à long terme	90,1	84,5	81,4	-5,6	-3,1	-6,2	-3,7
- Crédits à moyen terme	609,2	597,0	582,2	-12,2	-14,8	-2,0	-2,5
- Crédits à court terme	1 344,6	1 417,9	1 219,7	73,3	-198,2	5,5	-14,0
<i>.dont crédits de campagne</i>	87,9	123,1	79,9	35,2	-43,2	40,0	-35,1
- Crédit-bail et assimilés	50,5	41,9	48,7	-8,6	6,8	-17,0	16,2
- Crédits en souffrance (a)	104,1	120,7	126,6	16,6	5,9	16,0	4,9
<i>.dont douteux et litigieux</i>	50,6	58,4	53,8	7,8	-4,6	15,5	-7,9
(a)/crédits	4,7%	5,3%	6,1%				
2. AUTRES EMPLOIS	910,7	1 013,5	1 099,5	102,8	86,0	11,3	8,5
Titres de placement	442,2	477,1	531,4	34,9	54,3	7,9	11,4
Immobilisations financières	88,3	163,2	171,3	74,9	8,1	84,8	5,0
Autres immobilisations	192,7	194,2	196,6	1,5	2,4	0,8	1,2
Divers emplois	187,5	179,0	200,2	-8,5	21,2	-4,5	11,8
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	3 109,2	3 275,5	3 158,1	166,3	-117,4	5,3	-3,6
1. FONDS PROPRES NETS	278,3	281,6	298,4	3,3	16,8	1,2	6,0
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	2 795,4	3 391,0	3 328,5	595,6	-62,5	21,3	-1,8
- A terme	1 545,5	1 663,8	1 668,6	118,3	4,8	7,7	0,3
- Comptes disponibles	1 249,9	1 727,2	1 659,9	477,3	-67,3	38,2	-3,9
3. AUTRES RESSOURCES	301,0	295,3	319,3	-5,7	24,0	-1,9	8,1
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	3 374,7	3 967,9	3 946,2	593,2	-21,7	17,6	-0,5
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	265,5	692,4	788,1	426,9	95,7	160,8	13,8

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	116,1	147,3	136,3	31,2	-11,0	26,8	-7,5
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	149,4	545,1	651,8	395,7	106,7	264,9	19,6
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	265,5	692,4	788,1	426,9	95,7	160,8	13,8

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE LA GUINEE BISSAU**

(En milliards de FCFA)

GUINEE-BISSAU	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1 . CREDITS	43,3	69,2	71,4	26,0	2,1	60,0	3,1
- Crédits à long terme	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	50,0	244,4
- Crédits à moyen terme	20,5	26,2	26,4	5,7	0,2	27,9	0,8
- Crédits à court terme	20,2	40,7	43,0	20,5	2,3	101,3	5,7
<i>.dont crédits de campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	214,3
- Crédit-bail et assimilés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
- Crédits en souffrance (a)	2,5	2,3	1,9	-0,2	-0,4	-9,6	-17,4
<i>.dont douteux et litigieux</i>	1,2	1,1	1,4	-0,1	0,3	-6,5	27,3
(a)/crédits	5,9%	3,3%	2,7%				
2 . AUTRES EMPLOIS	17,8	18,7	23,1	0,9	4,4	5,3	23,5
Titres de placement	9,9	7,5	11,0	-2,4	3,5	-23,9	46,7
Immobilisations financières	0,1	2,5	2,5	2,4	0,0	2807,0	0,0
Autres immobilisations	4,1	5,6	5,7	1,5	0,1	36,5	1,8
Divers emplois	3,7	3,1	3,9	-0,6	0,8	-16,7	25,8
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	61,0	87,9	94,5	26,9	6,5	44,1	7,4
1 . FONDS PROPRES NETS	17,1	21,6	21,7	4,5	0,1	26,2	0,5
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	68,7	104,2	95,4	35,5	-8,8	51,6	-8,4
- A terme	14,7	30,5	30,6	15,8	0,1	107,8	0,3
- Comptes disponibles	54,0	73,7	64,8	19,7	-8,9	36,4	-12,1
3 . AUTRES RESSOURCES	3,8	4,4	4,9	0,6	0,5	16,6	11,4
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	89,6	130,2	122,0	40,6	-8,2	45,3	-6,3
					0,0		
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	28,6	42,3	27,5	13,7	-14,7	48,0	-34,8

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	2,5	3,3	3,7	0,8	0,4	33,5	12,1
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	26,1	39,0	23,8	12,9	-15,2	49,4	-39,0
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	28,6	42,3	27,5	13,7	-14,8	48,0	-35,0

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU MALI**

(En milliards de FCFA)

MALI	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	943,5	1 129,7	1 134,7	186,2	5,0	19,7	0,4
- Crédits à long terme	41,3	43,5	44,1	2,2	0,6	5,2	1,4
- Crédits à moyen terme	273,2	326,6	332,3	53,4	5,7	19,6	1,7
- Crédits à court terme	547,5	683,8	669,1	136,3	-14,7	24,9	-2,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	9,9	1,5	0,4	-8,4	-1,1	-84,8	-73,3
- Crédit-bail et assimilés	1,1	1,6	1,2	0,5	-0,4	40,0	-25,0
- Crédits en souffrance (a)	80,4	74,2	88,0	-6,2	13,8	-7,7	18,6
<i>.dont douteux et litigieux</i>	40,4	33,4	35,2	-7,0	1,8	-17,3	5,4
<i>(a)/crédits</i>	8,5%	6,6%	7,8%				
2. AUTRES EMPLOIS	474,7	538,5	575,4	63,8	36,9	13,5	6,9
Titres de placement	244,7	288,3	314,7	43,6	26,4	17,8	9,2
Immobilisations financières	65,8	62,1	61,6	-3,7	-0,5	-5,6	-0,8
Autres immobilisations	116,0	125,6	127,3	9,6	1,7	8,3	1,4
Divers emplois	48,2	62,5	71,8	14,3	9,3	29,7	14,9
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	1 418,2	1 668,2	1 710,1	250,0	41,9	17,6	2,5
1. FONDS PROPRES NETS	178,8	202,5	214,2	23,7	11,7	13,2	5,8
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	1 337,2	1 458,9	1 414,2	121,7	-44,7	9,1	-3,1
- A terme	548,1	568,8	553,8	20,7	-15,0	3,8	-2,6
- Comptes disponibles	789,1	890,1	860,4	101,0	-29,7	12,8	-3,3
3. AUTRES RESSOURCES	77,7	90,2	93,8	12,5	3,6	16,0	4,0
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	1 593,8	1 751,6	1 722,2	157,8	-29,4	9,9	-1,7
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	175,6	83,4	12,1	-92,2	-71,3	-52,5	-85,5

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	59,7	65,0	77,8	5,3	12,8	8,8	19,7
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	115,9	18,4	-65,7	-97,5	-84,1	-84,1	-457,1
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	175,6	83,4	12,1	-92,2	-71,3	-52,5	-85,5

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU NIGER**

(En milliards de FCFA)

NIGER	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	365,1	429,4	444,3	64,3	14,9	17,6	3,5
- Crédits à long terme	11,6	11,7	13,0	0,1	1,3	1,1	11,1
- Crédits à moyen terme	151,5	169,8	170,9	18,3	1,1	12,1	0,6
- Crédits à court terme	163,9	208,0	220,7	44,1	12,7	26,9	6,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	1,2	1,0	1,4	-0,3	0,4	-21,1	44,9
- Crédit-bail et assimilés	0,0	0,0	0,0		0,0		
- Crédits en souffrance (a)	38,2	39,9	39,7	1,7	-0,2	4,5	-0,5
<i>.dont douteux et litigieux</i>	18,6	17,8	18,1	-0,8	0,3	-4,2	1,7
<i>(a)/crédits</i>	10,5%	9,3%	8,9%				
2. AUTRES EMPLOIS	126,2	147,2	146,3	21,0	-0,9	16,6	-0,6
Titres de placement	68,5	68,4	65,9	-0,1	-2,5	-0,1	-3,7
Immobilisations financières	20,7	29,4	29,4	8,7	0,0	41,8	0,0
Autres immobilisations	19,8	26,0	26,2	6,2	0,2	31,2	0,8
Divers emplois	17,2	23,4	24,8	6,2	1,4	36,3	6,0
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	491,3	576,6	590,6	85,3	14,0	17,4	2,4
1. FONDS PROPRES NETS	62,8	77,9	87,1	15,1	9,2	24,1	11,8
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	425,5	446,3	470,9	20,8	24,6	4,9	5,5
- <i>A terme</i>	143,3	157,8	169,9	14,5	12,1	10,1	7,7
- <i>Comptes disponibles</i>	282,2	288,5	301,0	6,3	12,5	2,2	4,3
3. AUTRES RESSOURCES	41,7	43,3	46,0	1,6	2,7	3,9	6,2
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	530,0	567,5	604,0	37,5	36,5	7,1	6,4
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	38,7	-9,1	13,4	-47,8	22,5	-123,5	-247,3

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	22,0	26,2	-29,8	4,2	-56,0	19,3	-213,7
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	16,7	-35,3	16,4	-52,0	51,7	-311,4	-146,5
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	38,7	-9,1	-13,4	-47,8	-4,3	-123,5	47,3

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU SENEGAL**

(En milliards de FCFA)

SENEGAL	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	1 759,1	2 079,4	2 094,2	320,3	14,8	18,2	0,7
- Crédits à long terme	92,1	100,2	99,9	8,1	-0,3	8,9	-0,3
- Crédits à moyen terme	683,7	817,0	829,7	133,3	12,7	19,5	1,6
- Crédits à court terme	810,6	973,5	967,5	162,9	-6,0	20,1	-0,6
<i>.dont crédits de campagne</i>	13,8	11,9	5,5	-1,9	-6,4	-13,7	-53,8
- Crédit-bail et assimilés	15,4	22,7	18,2	7,3	-4,5	47,6	-19,8
- Crédits en souffrance (a)	157,4	166,0	178,9	8,6	12,9	5,5	7,8
<i>.dont douteux et litigieux</i>	61,3	55,5	70,6	-5,8	15,1	-9,4	27,2
(a)/crédits	8,9%	8,0%	8,5%				
2. AUTRES EMPLOIS	669,1	728,9	751,7	59,8	22,8	8,9	3,1
Titres de placement	451,6	492,8	498,9	41,2	6,1	9,1	1,2
Immobilisations financières	28,8	31,5	31,4	2,7	-0,1	9,2	-0,3
Autres immobilisations	103,4	108,8	108,1	5,4	-0,7	5,2	-0,6
Divers emplois	85,2	95,8	113,3	10,6	17,5	12,4	18,3
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	2 428,2	2 808,3	2 845,9	380,1	37,6	15,7	1,3
1. FONDS PROPRES NETS	328,0	359,1	404,4	31,1	45,3	9,5	12,6
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	2 282,8	2 402,1	2 442,3	119,3	40,2	5,2	1,7
- A terme	1 134,2	1 191,9	1 180,0	57,7	-11,9	5,1	-1,0
- Comptes disponibles	1 148,6	1 210,2	1 262,3	61,6	52,1	5,4	4,3
3. AUTRES RESSOURCES	191,0	198,6	158,2	7,6	-40,4	4,0	-20,3
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	2 801,9	2 959,8	3 004,9	157,9	45,1	5,6	1,5
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	373,7	151,5	159,0	-222,2	7,5	-59,5	5,0

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	71,1	76,2	81,0	5,1	4,8	7,2	6,3
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	302,6	75,3	78,0	-227,3	2,7	-75,1	3,6
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	373,7	151,5	159,0	-222,2	7,5	-59,5	5,0

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU TOGO**

(En milliards de FCFA)

TOGO	31/12/2010 (1)	31/12/2011 (2)	Evolution au 31/03/2012 (3)	VARIATIONS			
				MONTANT	MONTANT	EN %	EN %
				2-1 (4)	3-2 (5)	4/1 (6)	5/2 (7)
1. CREDITS	402,7	569,3	605,0	166,5	35,7	41,4	6,3
- Crédits à long terme	9,2	10,3	9,7	1,1	-0,6	12,2	-5,8
- Crédits à moyen terme	151,2	213,4	227,7	62,2	14,3	41,1	6,7
- Crédits à court terme	225,3	328,2	345,0	102,9	16,8	45,7	5,1
<i>dont crédits de campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-41,9	-27,8
- Crédit-bail et assimilés	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	445,5	-16,7
- Crédits en souffrance (a)	17,0	17,3	22,5	0,3	5,2	2,0	30,1
<i>dont douteux et litigieux</i>	8,2	9,3	8,6	1,1	-0,7	13,7	-7,5
(a)/crédits	4,2%	3,0%	3,7%				
2. AUTRES EMPLOIS	208,9	260,3	289,8	51,4	29,5	24,6	11,3
Titres de placement	72,2	127,7	149,5	55,5	21,8	76,8	17,1
Immobilisations financières	80,6	68,9	68,7	-11,7	-0,2	-14,5	-0,3
Autres immobilisations	32,3	38,9	38,6	6,6	-0,3	20,5	-0,8
Divers emplois	23,8	24,8	33,0	1,0	8,2	4,1	33,1
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	611,7	829,6	894,8	217,9	65,2	35,6	7,9
1. FONDS PROPRES NETS	103,1	129,7	134,3	26,6	4,6	25,8	3,5
2. DEPOTS ET EMPRUNTS	570,3	763,9	761,7	193,6	-2,2	33,9	-0,3
- A terme	303,4	396,4	417,5	93,0	21,1	30,7	5,3
- Comptes disponibles	266,9	367,5	344,2	100,6	-23,3	37,7	-6,3
3. AUTRES RESSOURCES	44,9	44,4	53,6	-0,5	9,2	-1,1	20,7
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	718,4	938,0	949,6	219,6	11,6	30,6	1,2
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	106,7	108,4	54,9	1,7	-53,6	1,6	-49,4

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	24,8	26,9	27,7	2,1	0,8	8,5	3,0
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	81,9	81,5	27,2	-0,4	-54,3	-0,5	-66,6
DEFICIT OU EXCEDENT (1+2)	106,7	108,4	54,9	1,7	-53,5	1,6	-49,4

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(en milliards de FCFA)

	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE BISSAU		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	930,1	1 053,7	1 067,8	1 014,1	1 162,9	1 192,3	2 426,8	2 573,3	2 401,1	44,8	71,7	74,2
Crédits en souffrance bruts (b)	134,1	165,2	177,8	182,5	158,5	140,7	332,5	431,9	469,2	4,0	4,7	4,7
Taux de dégradation brut b/a (%)	14,4%	15,7%	16,6%	18,0%	13,6%	11,8%	13,7%	16,8%	19,5%	9,0%	6,5%	6,4%
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	849,3	952,4	966,0	914,2	1 060,8	1 098,2	2 198,4	2 262,1	2 058,6	43,3	69,3	71,4
Crédits en souffrance nets (d)	53,3	63,9	76,0	82,6	56,4	46,6	104,1	120,7	126,6	2,5	2,3	1,9
dont . Impayés et immobilisés	19,9	26,6	39,0	48,4	23,6	28,6	53,5	62,3	72,7	1,4	1,2	0,6
. Douteux ou litigieux	33,3	37,4	37,0	34,2	32,8	18,0	50,6	58,4	53,8	1,2	1,1	1,4
Taux de dégradation net d/c (%)	6,3%	6,7%	7,9%	9,0%	5,3%	4,2%	4,7%	5,3%	6,1%	5,9%	3,3%	2,7%
II - PROVISIONS	80,8	101,3	101,8	99,9	102,1	94,1	228,4	311,2	342,6	1,5	2,4	2,8
- Constituées (e)	80,8	101,3	101,8	99,9	102,1	94,1	228,4	311,2	342,6	1,5	2,4	2,8
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	60,3%	61,3%	57,3%	54,7%	64,4%	66,9%	68,7%	72,1%	73,0%	37,1%	51,5%	59,2%

	MALI			NIGER			SENEGAL			TOGO		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	1 070,3	1 287,4	1 295,2	390,0	484,7	498,7	1 921,4	2 274,9	2 297,1	441,2	619,7	656,9
Crédits en souffrance bruts (b)	207,2	231,9	248,5	63,1	95,1	94,0	319,7	361,5	381,7	55,5	67,8	74,4
Taux de dégradation brut b/a (%)	19,4%	18,0%	19,2%	16,2%	19,6%	18,8%	16,6%	15,9%	16,6%	12,6%	10,9%	11,3%
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	943,5	1 129,7	1 134,8	365,1	429,5	444,4	1 759,1	2 079,4	2 094,2	402,7	569,3	605,0
Crédits en souffrance nets (d)	80,4	74,2	88,0	38,2	39,9	39,7	157,4	166,0	178,9	17,0	17,4	22,5
dont . Impayés et immobilisés	40,0	40,7	52,8	19,6	22,2	21,5	96,1	110,5	108,2	8,8	8,1	13,9
. Douteux ou litigieux	40,4	33,5	35,2	18,6	17,8	18,1	61,3	55,5	70,6	8,2	9,3	8,6
Taux de dégradation net d/c (%)	8,5%	6,6%	7,8%	10,5%	9,3%	8,9%	8,9%	8,0%	8,5%	4,2%	3,0%	3,7%
II - PROVISIONS	126,8	157,7	160,4	24,9	55,2	54,3	162,3	195,5	202,8	38,5	50,4	51,9
- Constituées (e)	126,8	157,7	160,4	24,9	55,2	54,3	162,3	195,5	202,8	38,5	50,4	51,9
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	61,2%	68,0%	64,6%	39,5%	58,0%	57,8%	50,8%	54,1%	53,1%	69,4%	74,4%	69,8%

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(en milliards de FCFA)

	UMOA			OBSERVATIONS
	12/10	12/11	03/12	
I - ENCOURS DE CREDIT				
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	8 238,8	9 528,3	9 483,4	La qualité du portefeuille de crédits s'est dégradée de 0,1 point de pourcentage sur la base du taux brut. Le taux net de dégradation s'est par contre amélioré de 0,9 point de pourcentage durant la même période, traduisant les efforts de provisionnement consentis par les établissements de crédit. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille de crédit de l'ensemble des banques et établissements financiers à caractère bancaire de l'Union se sont chiffrés ainsi respectivement à 15,9% et 6,3% à fin décembre 2011. Le taux brut de dégradation du portefeuille est apparu au-dessus de la moyenne de l'Union en Côte d'Ivoire (16,8%), au Mali (18,0%) et au Niger (19,6%). Par rapport au taux net, les pays ayant enregistré des performances moins favorables que la moyenne de l'Union, sont le Bénin (6,7%), le Mali (6,6%), le Niger (9,3%) et le Sénégal (8,0%).
Crédits en souffrance bruts (b)	1 298,5	1 516,5	1 590,9	
Taux de dégradation brut b/a (%)	15,8%	15,9%	16,8%	
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	7 475,7	8 552,5	8 472,6	
Crédits en souffrance nets (d)	535,4	540,7	580,1	
dont . Impayés et immobilisés	287,7	295,1	337,8	
. Douteux ou litigieux	247,7	245,6	242,7	
Taux de dégradation net d/c (%)	7,2%	6,3%	6,8%	
II - PROVISIONS	763,1	975,8	1 010,8	
- Constituées (e)	763,1	975,8	1 010,8	
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	58,8%	64,3%	63,5%	

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES BANQUES

(en milliards de FCFA)

	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE BISSAU		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1 [/] Crédits bruts à la clientèle (a)	919,9	1 052,6	1 067,8	1 002,3	1 148,3	1 176,9	2 379,3	2 527,6	2 366,9	44,8	71,7	74,2
Crédits en souffrance bruts (b)	132,5	164,1	165,7	180,2	155,4	147,1	328,1	426,4	462,3	4,0	4,7	5,1
Taux de dégradation brut b/a (%)	14,4%	15,6%	15,5%	18,0%	13,5%	12,5%	13,8%	16,9%	19,5%	9,0%	6,5%	6,8%
2 [/] Crédits nets à la clientèle (c)	839,7	952,4	966,0	903,7	1 048,3	1 085,1	2 154,9	2 221,4	2 024,9	43,3	69,3	71,4
Crédits en souffrance nets (d)	52,3	63,9	63,9	81,6	55,4	55,4	103,7	120,2	120,2	2,5	2,3	2,3
dont . Impayés et immobilisés	19,2	26,6	26,6	48,2	23,2	23,2	53,3	62,3	62,3	1,4	1,2	1,2
. Douteux ou litigieux	33,1	37,4	37,4	33,4	32,2	32,2	50,4	57,9	57,9	1,2	1,1	1,1
Taux de dégradation net d/c (%)	6,2%	6,7%	6,6%	9,0%	5,3%	5,1%	4,8%	5,4%	5,9%	5,9%	3,3%	3,2%
II - PROVISIONS												
- Constituées (e)	80,2	100,2	101,8	98,6	100,0	91,8	224,4	306,2	342,1	1,5	2,4	2,8
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	60,5%	61,0%	61,4%	54,7%	64,4%	62,4%	68,4%	71,8%	74,0%	37,1%	51,5%	55,3%

	MALI			NIGER			SENEGAL			TOGO		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1 [/] Crédits bruts à la clientèle (a)	1 067,0	1 284,1	1 293,2	390,0	484,7	498,7	1 910,5	2 262,9	2 293,0	441,0	619,5	656,6
Crédits en souffrance bruts (b)	206,3	231,0	233,9	63,1	95,1	94,2	318,2	360,5	368,0	55,5	67,8	69,3
Taux de dégradation brut b/a (%)	19,3%	18,0%	18,1%	16,2%	19,6%	18,9%	16,7%	15,9%	16,0%	12,6%	10,9%	10,6%
2 [/] Crédits nets à la clientèle (c)	940,4	1 126,6	1 132,8	365,1	429,5	444,4	1 749,4	2 068,2	2 090,9	402,5	569,1	604,7
Crédits en souffrance nets (d)	79,7	73,5	73,5	38,2	39,9	39,9	157,1	165,8	165,8	17,0	17,4	17,4
dont . Impayés et immobilisés	39,6	40,3	40,3	19,6	22,2	22,2	96,0	110,4	110,4	8,8	8,1	8,7
. Douteux ou litigieux	40,2	33,2	33,2	18,6	17,8	17,8	61,1	55,4	55,4	8,2	9,3	9,3
Taux de dégradation net d/c (%)	8,5%	6,5%	6,5%	10,5%	9,3%	9,0%	9,0%	8,0%	7,9%	4,2%	3,1%	2,9%
II - PROVISIONS												
- Constituées (e)	126,6	157,5	160,4	24,9	00-	54,3	161,1	194,7)*-)	+-,0	50,4	51,9
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	61,4%	68,2%	68,6%	39,5%	58,0%	57,6%	50,6%	54,0%	54,9%	69,4%	74,4%	75,0%

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES BANQUES

(en milliards de FCFA)

	UMOA			OBSERVATIONS
	12/10	12/11	03/12	
I - ENCOURS DE CREDIT				
1 [/] Crédits bruts à la clientèle (a)	8 154,8	9 451,5	9 427,4	La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'Union, analysée sur la base du taux brut de dégradation s'est détériorée de 0,1 point de pourcentage pour s'élever à 17,7% à fin décembre 2011. Le taux net s'est amélioré de 0,9 point pour se situer à 7,2%. Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille sont ressortis respectivement à 16,4% et 6,4% à fin mars 2012.
Crédits en souffrance bruts (b)	1 287,9	1 505,0	1 545,6	
Taux de dégradation brut b/a (%)	15,8%	15,9%	16,4%	
2 [/] Crédits nets à la clientèle (c)	7 399,0	8 484,9	8 420,1	
Crédits en souffrance nets (d)	532,1	538,4	538,4	
dont . Impayés et immobilisés	286,0	294,2	294,2	
. Douteux ou litigieux	246,1	244,2	244,2	
Taux de dégradation net d/c (%)	7,2%	6,3%	6,4%	
II - PROVISIONS				
- Constituées (e)	755,8	966,6	1 007,2	
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	58,7%	64,2%	65,2%	

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(en milliards de FCFA)

	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE-BISSAU		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	10,2			11,8	14,6	15,5	47,6	45,7	34,2			
Crédits en souffrance bruts (b)	1,6			2,4	3,1	3,4	4,3	5,5	1,0			
Taux de dégradation brut b/a (%)	15,4%			20,1%	21,3%	21,6%	9,1%	12,1%	3,0%			
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	9,6			10,5	12,5	13,1	43,6	40,7	33,7			
Crédits en souffrance nets (d)	1,0			1,1	1,0	1,0	0,3	0,5	0,5			
dont . Impayés et immobilisés	0,7			0,3	0,3	0,3	0,2	0,0	0,0			
. Douteux ou litigieux	0,3			0,8	0,7	0,7	0,2	0,5	0,5			
Taux de dégradation net d/c (%)	10,1%			10,3%	8,1%	7,7%	0,8%	1,3%	1,6%			
II - PROVISIONS	0,6			1,3	2,1	2,3	4,0	5,0	0,5			
- Constituées (e)	0,6			1,3	2,1	2,3	4,0	5,0	0,5			
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	38,1%			54,6%	67,6%	69,9%	92,2%	90,4%	48,7%			

	MALI			NIGER			SENEGAL			TOGO		
	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12	12/10	12/11	03/12
I - ENCOURS DE CREDIT												
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	3,3	3,3	2,0	0,0	0,0	0,0	10,9	11,9	4,0	0,2	0,2	0,3
Crédits en souffrance bruts (b)	0,9	0,9	0,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,9	0,8	0,0	0,0	0,0
Taux de dégradation brut b/a (%)	25,6%	25,6%	24,1%	0,0%	0,0%	0,0%	13,1%	7,9%	20,6%	0,0%	0,0%	0,0%
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	3,1	3,1	2,0	0,0	0,0	0,0	9,7	11,1	3,3	0,2	0,2	0,3
Crédits en souffrance nets (d)	0,7	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
dont . Impayés et immobilisés	0,4	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
. Douteux ou litigieux	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Taux de dégradation net d/c (%)	20,8%	20,8%	22,7%	0,0%	0,0%	0,0%	2,4%	1,3%	4,4%	0,0%	0,0%	0,0%
II - PROVISIONS	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,8	0,7	0,0	0,0	0,0
- Constituées (e)	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,8	0,7	0,0	0,0	0,0
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	23,4%	23,4%	7,3%	0,0%	0,0%	0,0%	84,0%	84,5%	82,2%	0,0%	0,0%	0,0%

EVOLUTION DES CREANCES EN SOUFFRANCE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(en milliards de FCFA)

	UMOA			OBSERVATIONS
	12/10	12/11	03/12	
I - ENCOURS DE CREDIT				
1°/ Crédits bruts à la clientèle (a)	84,0	75,7	56,0	Le taux brut de dégradation du portefeuille de crédit des établissements financiers de l'Union s'est détérioré de 1,2 points de pourcentage entre 2010 et 2011, pour s'inscrire à 13,8% à fin décembre 2011. Cette évolution défavorable est constatée dans deux (2) des cinq (5) pays concernés, à savoir le Burkina et le Mali. Le taux brut de dégradation du portefeuille des établissements financiers s'est amélioré au Sénégal. Le taux net de dégradation du portefeuille de crédit s'est inscrit en baisse, passant de 4,3% à fin décembre 2010 à 3,5% à fin décembre 2011. Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille de crédit s'établissent respectivement à 10,2% et 4,1% à fin mars 2012.
Crédits en souffrance bruts (b)	10,6	10,4	5,7	
Taux de dégradation brut b/a (%)	12,6%	13,8%	10,2%	
2°/ Crédits nets à la clientèle (c)	76,7	67,6	52,5	
Crédits en souffrance nets (d)	3,3	2,3	2,1	
dont . Impayés et immobilisés	1,7	0,8	0,6	
. Douteux ou litigieux	1,6	1,5	1,5	
Taux de dégradation net d/c (%)	4,3%	3,5%	4,1%	
II - PROVISIONS	7,3	8,1	3,6	
- Constituées (e)	7,3	8,1	3,6	
Taux de couverture des crédits bruts en souffrance par les provisions constituées e/b (%)	69,0%	77,6%	62,5%	

FORMATION DES BENEFICES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

(en millions de FCFA)

	2009	2010	2011
1 PRODUITS BANCAIRES	1 186 893	1 308 916	1 466 813
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	31 176	27 076	28 863
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	783 908	844 204	927 996
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	77 805	47 582	51 773
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	968	777	798
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	77 552	108 319	147 135
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 750	20 558	23 339
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	199 735	260 400	286 909
2 FRAIS BANCAIRES	393 768	431 550	481 473
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	60 561	49 613	61 654
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	170 642	209 081	226 380
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	62 395	39 509	42 945
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	1 933	1 111	676
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	6 943	6 012	4 565
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	13
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	91 294	126 224	145 240
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	793 125	877 366	985 340
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	19 667	26 121	25 378
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	30 932	32 212	36 403
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	781 860	871 275	974 315
41 FRAIS DE PERSONNEL	213 461	234 951	257 159
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	23 912	28 287	26 049
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	232 475	265 807	283 778
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	71 487	80 882	88 794
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	240 525	261 348	318 535
51 PROVISIONS NETTES	33 282	95 335	59 660
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	39 481	95 329	50 679
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	-6 199	6	8 981
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	36 089	17 123	79 364
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	171 154	148 890	179 511
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	36 812	34 254	51 309
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	959	5 037	5 124
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	34 207	33 816	60 084
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	3 906	-1 469	3 149
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	170 813	155 834	172 711
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	43 336	41 617	42 939
8 RESULTAT NET (7-71)	127 477	114 217	129 772

FORMATION DES BENEFICES DES BANQUES

(en millions de FCFA)

	2009	2010	2011
1 PRODUITS BANCAIRES	1 117 477	1 276 869	1 427 920
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	30 243	25 869	27 461
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	774 007	839 187	921 809
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	22 543	24 964	25 024
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	0	1	1
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	77 417	108 118	147 102
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 184	20 155	23 001
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	198 084	258 575	283 522
2 FRAIS BANCAIRES	339 933	407 897	453 630
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	53 352	46 510	57 395
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	170 525	209 025	226 225
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	18 758	20 432	20 640
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	1 477	674	476
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	4 865	5 377	3 995
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	13
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	90 956	125 879	144 886
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	777 544	868 972	974 290
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	16 109	24 789	24 933
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	26 137	30 278	34 373
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	767 516	863 483	964 850
41 FRAIS DE PERSONNEL	210 003	232 605	254 438
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	23 301	28 029	25 761
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	229 399	263 645	281 167
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	70 719	80 521	88 234
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	234 094	258 683	315 250
51 PROVISIONS NETTES	29 690	94 018	58 669
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	35 915	93 965	50 025
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	-6 225	53	8 644
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	35 269	16 638	76 183
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	169 135	148 027	180 398
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	35 661	33 748	50 801
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	925	5 000	5 004
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	33 436	33 414	59 550
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	3 906	-1 402	4 240
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	168 380	154 763	172 413
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	42 798	41 349	42 836
8 RESULTAT NET (7-71)	125 582	113 414	129 577

FORMATION DES BENEFICES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

(en millions de FCFA)

	2009	2010	2011
1 PRODUITS BANCAIRES	69 416	32 047	38 893
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	933	1 207	1 402
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	9 901	5 017	6 187
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	55 262	22 618	26 749
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	968	776	797
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	135	201	33
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	566	403	338
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	1 651	1 825	3 387
2 FRAIS BANCAIRES	53 835	23 653	27 843
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	7 209	3 103	4 259
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	117	56	155
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	43 637	19 077	22 305
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	456	437	200
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	2 078	635	570
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	338	345	354
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	15 581	8 394	11 050
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	3 558	1 332	445
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	4 795	1 934	2 030
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	14 344	7 792	9 465
41 FRAIS DE PERSONNEL	3 458	2 346	2 721
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	611	258	288
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	3 076	2 162	2 611
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	768	361	560
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	6 431	2 665	3 285
51 PROVISIONS NETTES	3 592	1 317	991
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 566	1 364	654
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	26	-47	337
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	820	485	3 181
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	2 019	863	-887
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	1 151	506	508
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	34	37	120
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	771	402	534
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	-67	-1 091
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	2 433	1 071	298
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	538	268	103
8 RESULTAT NET (7-71)	1 895	803	195

**MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES
DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)**

	L I B E L L E S	2009	2010	2011
		<i>(Montants en millions FCFA)</i>		
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	1 301 603,0	1 248 223,0	1 575 198,1
2	FONDS PROPRES NETS	962 594,5	1 102 358,8	1 257 994,3
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	7 920 563,8	9 345 729,8	9 992 784,8
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	10 184 761,3	11 696 311,5	12 825 977,1
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	9 222 166,8	10 593 952,8	11 567 982,8
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	60 549,9	49 613,0	61 089,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	170 585,5	209 081,0	223 668,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	231 135,4	258 694,0	284 757,0
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,7%	4,0%	3,9%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,2%	2,2%	2,2%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,5%	2,4%	2,5%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,3%	2,2%	2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	6 274 614,3	6 869 056,0	7 430 913,8
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	788 262,0	846 142,0	929 432,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,6%	12,3%	12,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	10,4%	10,1%	10,3%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 927 234,8	2 245 237,8	2 264 189,4
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	30 794,8	27 310,0	28 933,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,6%	1,2%	1,3%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	819 056,8	873 452,0	958 365,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	8 201 849,0	9 114 293,8	9 695 103,3
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	10,0%	9,6%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,5%	7,1%	7,4%
24	FRAIS GENERAUX	498 335,4	529 045,0	603 331,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	214 969,1	322 610,0	271 741,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	37 956,2	97 507,0	60 742,0
27	RESULTAT NET	127 476,8	114 217,0	129 772,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	793 125,1	877 366,0	985 340,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	240 524,8	261 348,0	318 535,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	207,2%	202,4%	189,4%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	43,1%	61,0%	45,0%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,1%	36,8%	27,6%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	15,8%	37,3%	19,1%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	62,8%	60,3%	61,2%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	13,2%	10,4%	10,3%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	16,1%	13,0%	13,2%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	1 205 121,9	1 335 037,0	1 492 191,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	892 266,1	992 807,0	1 084 862,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	74,0%	74,4%	72,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)

	L I B E L L E S	2009	2010	2011
		<i>(Montants en millions FCFA)</i>		
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	1 254 555,5	1 210 906,8	1 540 128,1
2	FONDS PROPRES NETS	916 323,8	1 059 491,3	1 211 545,0
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	7 913 070,3	9 340 096,0	9 983 394,8
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	10 083 949,5	11 610 494,0	12 735 067,8
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	9 167 625,8	10 551 002,8	11 523 522,8
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	53 309,9	46 510,0	56 783,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	169 635,5	209 025,0	223 403,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	222 945,4	255 535,0	280 186,0
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,2%	3,8%	3,7%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,1%	2,2%	2,2%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,4%	2,4%	2,4%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,2%	2,2%	2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	6 238 381,8	6 838 467,8	7 395 561,6
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	775 943,0	841 125,0	922 883,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,4%	12,3%	12,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	10,3%	10,1%	10,2%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 888 857,0	2 206 927,5	2 218 403,9
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	29 502,8	26 103,0	27 461,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,6%	1,2%	1,2%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	805 445,8	867 228,0	950 344,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	8 127 238,8	9 045 395,3	9 613 965,5
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,9%	9,6%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,5%	7,2%	7,5%
24	FRAIS GENERAUX	484 738,4	524 279,0	594 746,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	210 681,1	319 658,0	268 007,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	34 354,2	96 579,0	59 751,0
27	RESULTAT NET	125 581,8	113 414,0	129 577,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	777 544,1	868 972,0	974 290,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	234 093,8	258 683,0	315 250,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	207,1%	202,7%	188,7%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	43,5%	61,0%	45,1%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,1%	36,8%	27,5%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	14,7%	37,3%	19,0%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	62,3%	60,3%	61,0%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	13,7%	10,7%	10,7%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	16,2%	13,1%	13,3%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	1 128 923,9	1 298 155,0	1 452 853,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	823 895,1	959 439,0	1 049 369,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	73,0%	73,9%	72,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglées.

**MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES
DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)**

	L I B E L L E S	2009	2010	2011
		<i>(Montants en millions FCFA)</i>		
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	47 047,5	37 316,3	35 070,0
2	FONDS PROPRES NETS	46 270,8	42 867,5	46 449,3
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	7 493,5	5 633,8	9 390,0
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	100 811,8	85 817,5	90 909,3
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	54 541,0	42 950,0	44 460,0
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	7 240,0	3 103,0	4 306,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	950,0	56,0	265,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	8 190,0	3 159,0	4 571,0
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	15,4%	8,3%	12,3%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	12,7%	1,0%	2,8%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	15,0%	7,4%	10,3%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	8,1%	3,7%	5,0%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	36 232,5	30 588,3	35 352,3
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	12 319,0	5 017,0	6 549,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	34,0%	16,4%	18,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	21,3%	15,4%	15,7%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	38 377,8	38 310,3	45 785,5
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	1 292,0	1 207,0	1 472,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	3,4%	3,2%	3,2%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	13 611,0	6 224,0	8 021,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	74 610,3	68 898,5	81 137,8
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	18,2%	9,0%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	3,2%	1,7%	-0,4%
24	FRAIS GENERAUX	13 597,0	4 766,0	8 585,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	4 288,0	2 952,0	3 734,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	3 602,0	928,0	991,0
27	RESULTAT NET	1 895,0	803,0	195,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	15 581,0	8 394,0	11 050,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	6 431,0	2 665,0	3 285,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	211,4%	178,8%	261,3%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	31,5%	61,9%	43,5%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,5%	35,2%	33,8%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	56,0%	34,8%	30,2%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	87,3%	56,8%	77,7%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	4,1%	1,9%	0,4%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	12,2%	9,6%	1,8%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	76 198,0	36 882,0	39 338,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	68 371,0	33 368,0	35 493,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	89,7%	90,5%	90,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglées.

**MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2011
BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)**

(Montants en millions FCFA)

	L I B E L L E S	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U M O A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	247 645	237 838	277 035	11 391	227 083	123 489	348 936	123 038	1 575 198
2	FONDS PROPRES NETS	126 609	137 562	259 790	17 425	189 366	79 187	347 888	111 564	1 257 994
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	1 237 250	1 317 881	2 778 048	87 851	1 370 007	429 136	2 228 634	697 894	9 992 785
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	1 611 504	1 693 281	3 314 874	116 667	1 786 456	631 812	2 925 457	932 496	12 825 977
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	1 484 894	1 555 719	3 055 083	99 242	1 597 090	552 625	2 577 569	820 932	11 567 983
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	9 094	9 061	11 479	232	7 645	6 061	11 554	4 809	61 089
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	34 000	35 369	61 493	660	22 074	5 996	46 258	15 705	223 668
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	43 094	44 430	72 972	892	29 719	12 057	57 812	20 514	284 757
9	COÛT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	3,7%	3,8%	4,1%	2,0%	3,4%	4,9%	3,3%	3,9%	3,9%
10	COÛT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,7%	2,7%	2,2%	0,8%	1,6%	1,4%	2,1%	2,3%	2,2%
11	COÛT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,9%	2,9%	2,4%	0,9%	1,9%	2,2%	2,2%	2,5%	2,5%
12	COÛT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,7%	2,6%	2,2%	0,8%	1,7%	1,9%	2,0%	2,2%	2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	861 187	969 049	1 874 287	67 358	984 438	405 608	1 875 751	499 816	7 430 914
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	104 075	110 806	250 576	9 940	124 059	50 259	214 318	65 026	929 432
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,1%	11,4%	13,4%	14,8%	12,6%	12,4%	11,4%	13,0%	12,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	9,3%	8,8%	11,2%	14,0%	11,0%	11,0%	9,4%	10,8%	10,3%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	235 284	251 890	654 804	35 225	311 555	97 831	506 946	208 157	2 264 189
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	5 206	3 707	5 876	256	4 732	1 648	4 283	3 225	28 933
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	2,2%	1,5%	0,9%	0,7%	1,5%	1,7%	0,8%	1,5%	1,3%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	109 281	114 513	256 452	10 196	128 791	51 907	218 601	68 251	958 365
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	1 096 471	1 220 939	2 529 090	102 584	1 295 993	503 438	2 382 697	707 974	9 695 103
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	10,0%	9,4%	10,1%	9,9%	9,9%	10,3%	9,2%	9,6%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,1%	6,5%	7,8%	9,0%	8,1%	8,1%	6,9%	7,1%	7,4%
24	FRAIS GENERAUX	62 670	62 906	173 071	6 369	81 085	29 899	130 034	43 217	603 331
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	26 941	28 585	87 685	2 416	37 440	9 547	61 343	17 609	271 741
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	5 687	-9 335	17 725	216	18 927	13 538	6 217	7 635	60 742
27	RESULTAT NET	16 185	32 637	-14 795	4 079	28 950	3 244	46 842	12 630	129 772
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	104 925	116 454	251 521	12 102	146 063	52 774	227 004	74 497	985 340
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	37 434	47 484	40 907	5 110	57 449	20 800	82 132	27 219	318 535
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	167,4%	132,5%	423,1%	124,6%	141,1%	143,7%	158,3%	158,8%	189,4%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	43,0%	45,4%	50,7%	37,9%	46,2%	31,9%	47,2%	40,7%	45,0%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	25,7%	24,5%	34,9%	20,0%	25,6%	18,1%	27,0%	23,6%	27,6%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	15,2%	-19,7%	43,3%	4,2%	32,9%	65,1%	7,6%	28,1%	19,1%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	59,7%	54,0%	68,8%	52,6%	55,5%	56,7%	57,3%	58,0%	61,2%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	12,8%	23,7%	-5,7%	23,4%	15,3%	4,1%	13,5%	11,3%	10,3%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	15,4%	28,0%	-5,9%	33,7%	19,8%	6,1%	20,6%	17,0%	13,2%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	169 169	203 070	379 376	13 323	203 471	70 153	344 052	104 799	1 492 191
38	CHARGES D'EXPLOITATION	123 282	147 629	309 170	7 585	133 935	45 399	241 596	71 249	1 084 862
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	72,9%	72,7%	81,5%	56,9%	65,8%	64,7%	70,2%	68,0%	72,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

**MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2011
BANQUES (*)**

(Montants en millions FCFA)

	LIBELLES	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U M O A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	247 645	230 798	250 895	11 391	226 437	123 489	347 692	123 038	1 540 128
2	FONDS PROPRES NETS	126 609	131 146	252 432	17 425	187 737	75 911	345 813	85 869	1 211 545
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	1 237 250	1 315 035	2 774 427	87 851	1 369 634	428 503	2 226 717	697 894	9 983 395
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	1 611 504	1 676 980	3 277 753	116 667	1 783 808	627 903	2 920 223	906 801	12 735 068
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	1 484 894	1 545 834	3 025 321	99 242	1 596 070	551 992	2 574 409	820 932	11 523 523
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	9 094	8 419	9 010	232	7 215	6 061	11 512	4 762	56 783
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	34 000	35 233	61 493	660	22 074	5 996	46 239	15 595	223 403
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	43 094	43 652	70 503	892	29 289	12 057	57 751	20 357	280 186
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	3,7%	3,6%	3,6%	2,0%	3,2%	4,9%	3,3%	3,9%	3,7%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,7%	2,7%	2,2%	0,8%	1,6%	1,4%	2,1%	2,2%	2,2%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,9%	2,8%	2,3%	0,9%	1,8%	2,2%	2,2%	2,5%	2,4%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,7%	2,6%	2,2%	0,8%	1,6%	1,9%	2,0%	2,2%	2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	861 187	960 039	1 854 723	67 358	980 151	405 608	1 873 578	499 497	7 395 562
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	104 075	109 077	247 275	9 940	123 289	50 259	214 311	64 657	922 883
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,1%	11,4%	13,3%	14,8%	12,6%	12,4%	11,4%	12,9%	12,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	9,3%	8,7%	11,1%	14,0%	11,0%	11,0%	9,4%	10,7%	10,2%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	235 284	246 970	649 494	35 225	309 795	93 578	504 820	180 741	2 218 404
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	5 206	3 603	5 876	256	4 696	1 473	4 269	2 082	27 461
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	2,2%	1,5%	0,9%	0,7%	1,5%	1,6%	0,8%	1,2%	1,2%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	109 281	112 680	253 151	10 196	127 985	51 732	218 580	66 739	950 344
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	1 096 471	1 207 009	2 504 217	102 584	1 289 946	499 186	2 378 398	680 237	9 613 966
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	10,0%	9,3%	10,1%	9,9%	9,9%	10,4%	9,2%	9,8%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,1%	6,5%	7,8%	9,0%	8,1%	8,2%	6,9%	7,3%	7,5%
24	FRAIS GENERAUX	62 670	61 226	169 754	6 369	80 510	29 609	129 691	41 518	594 746
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	26 941	27 816	86 760	2 416	37 215	9 402	60 518	16 939	268 007
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	5 687	-8 701	17 230	216	18 247	13 416	6 183	7 473	59 751
27	RESULTAT NET	16 185	32 896	-13 782	4 079	29 726	3 324	47 419	9 730	129 577
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	104 925	115 172	247 840	12 102	145 441	52 396	226 240	70 174	974 290
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	37 434	47 928	40 539	5 110	57 449	20 743	82 375	23 672	315 250
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	167,4%	127,7%	418,7%	124,6%	140,1%	142,7%	157,4%	175,4%	188,7%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	43,0%	45,4%	51,1%	37,9%	46,2%	31,8%	46,7%	40,8%	45,1%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	25,7%	24,2%	35,0%	20,0%	25,6%	17,9%	26,7%	24,1%	27,5%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	15,2%	-18,2%	42,5%	4,2%	31,8%	64,7%	7,5%	31,6%	19,0%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	59,7%	53,2%	68,5%	52,6%	55,4%	56,5%	57,3%	59,2%	61,0%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	12,8%	25,1%	-5,5%	23,4%	15,8%	4,4%	13,7%	11,3%	10,7%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	15,4%	28,6%	-5,6%	33,7%	20,4%	6,3%	21,0%	13,9%	13,3%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	169 169	198 843	357 704	13 323	200 783	69 723	342 835	100 473	1 452 853
38	CHARGES D'EXPLOITATION	123 282	143 065	288 128	7 585	131 300	45 076	240 441	70 492	1 049 369
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	72,9%	71,9%	80,5%	56,9%	65,4%	64,7%	70,1%	70,2%	72,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

**MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2011
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)**

(Montants en millions FCFA)

	L I B E L L E S	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U M O A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE		7 040	26 141		646	0	1 244	0	35 070
2	FONDS PROPRES NETS		6 416	7 359		1 629	3 276	2 075	25 695	46 449
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE		2 846	3 621		374	633	1 917	0	9 390
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)		16 301	37 121		2 649	3 909	5 235	25 695	90 909
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)		9 885	29 762		1 020	633	3 160	0	44 460
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE		642	2 469		430	0	42	47	4 306
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE		136	0		0	0	19	110	265
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)		778	2 469		430	0	61	157	4 571
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)		9,1%	9,4%		66,5%	0,0%	3,4%	#N/D	12,3%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)		4,8%	0,0%		0,0%	0,0%	1,0%	#N/D	2,8%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)		7,9%	8,3%		42,2%	0,0%	1,9%	#N/D	10,3%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)		4,8%	6,7%		16,2%	0,0%	1,2%	0,6%	5,0%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE		9 010	19 564		4 287	0	2 173	320	35 352
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE		1 729	3 301		770	0	7	369	6 549
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)		19,2%	16,9%		18,0%	0,0%	0,3%	115,4%	18,5%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)		14,4%	16,9%		18,0%	0,0%	-0,7%	#N/D	15,7%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES		4 920	5 310		1 760	4 253	2 126	27 417	45 786
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE		104	0		36	175	14	1 143	1 472
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)		2,1%	0,0%		2,0%	0,0%	0,7%	4,2%	3,2%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)		1 833	3 301		806	175	21	1 512	8 021
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)		13 930	24 874		6 047	4 253	4 298	27 737	81 138
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)		13,2%	13,3%		13,3%	0,0%	0,5%	5,5%	9,9%
23	MARGE GLOBALE (22-11)		5,3%	5,0%		-28,8%	0,0%	-1,4%	#N/D	-0,4%
24	FRAIS GENERAUX		1 680	3 317		575	290	343	1 699	8 585
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)		769	925		225	145	825	670	3 734
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **		-634	495		680	122	34	162	991
27	RESULTAT NET		-259	-1 013		-776	-80	-577	2 900	195
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)		1 282	3 681		622	378	764	4 323	11 050
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)		-444	368		0	57	-243	3 547	3 285
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)		-378,4%	901,4%		#N/D	0,0%	-141,2%	47,9%	261,3%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)		45,8%	27,9%		39,1%	0,0%	240,5%	39,4%	43,5%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)		60,0%	25,1%		36,2%	0,0%	108,0%	15,5%	33,8%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **		142,8%	134,5%		#N/D	0,0%	-14,0%	4,6%	30,2%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)		131,0%	90,1%		92,4%	0,0%	44,9%	39,3%	77,7%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)		-4,0%	-13,8%		-47,6%	0,0%	-27,8%	11,3%	0,4%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)		-20,2%	-27,5%		-124,8%	0,0%	-75,5%	67,1%	1,8%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION		4 227	21 672		2 688	430	1 217	4 326	39 338
38	CHARGES D'EXPLOITATION		4 564	21 042		2 635	323	1 155	757	35 493
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)		108,0%	97,1%		98,0%	0,0%	94,9%	17,5%	90,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE BISSAU			MALI		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	203 938	184 953	247 645	131 988	169 105	237 838	356 015	297 205	277 035	9 047	8 132	11 391	181 483	193 344	227 083
2 FONDS PROPRES NETS	86 969	95 687	126 609	105 126	112 077	137 562	223 647	282 730	259 790	8 726	12 671	17 425	121 773	140 169	189 366
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	1 005 374	1 113 293	1 237 250	901 906	1 177 896	1 317 881	2 243 501	2 634 309	2 778 048	45 573	60 464	87 851	1 036 449	1 229 784	1 370 007
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	1 296 281	1 393 934	1 611 504	1 139 020	1 459 078	1 693 281	2 823 163	3 214 244	3 314 874	63 346	81 267	116 667	1 239 705	1 563 296	1 786 456
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	1 209 312	1 298 246	1 484 894	1 033 894	1 347 001	1 555 715	2 599 516	2 931 514	3 055 083	54 620	68 596	99 242	1 217 932	1 423 128	1 597 090
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	9 554	7 993	9 094	5 682	6 161	9 061	16 177	13 971	11 479	363	168	232	8 555	6 080	7 645
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	25 434	30 719	34 000	23 228	30 130	35 365	50 737	61 727	61 493	303	346	660	16 365	21 020	22 074
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	34 988	38 712	43 094	28 910	36 291	44 430	66 914	75 698	72 972	666	514	892	24 920	27 100	29 719
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,7%	4,3%	3,7%	4,3%	3,6%	3,8%	4,5%	4,7%	4,1%	4,0%	2,1%	2,0%	4,7%	3,1%	3,4%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,5%	2,8%	2,7%	2,6%	2,6%	2,7%	2,3%	2,3%	2,2%	0,7%	0,6%	0,8%	1,6%	1,7%	1,6%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,9%	3,0%	2,9%	2,8%	2,7%	2,9%	2,6%	2,6%	2,4%	1,2%	0,7%	0,9%	2,0%	1,9%	1,9%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,7%	2,8%	2,7%	2,5%	2,5%	2,6%	2,4%	2,4%	2,2%	1,1%	0,6%	0,8%	1,9%	1,7%	1,7%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	725 105	781 194	861 187	722 834	822 584	969 049	1 814 101	1 971 447	1 874 287	31 163	41 309	67 358	782 800	870 256	984 438
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	88 298	95 358	104 075	88 123	96 937	110 806	247 897	265 284	250 576	5 382	6 606	9 940	98 602	106 845	124 059
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,2%	12,2%	12,1%	12,2%	11,8%	11,4%	13,7%	13,5%	13,4%	17,3%	16,0%	14,8%	12,6%	12,2%	12,6%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	9,6%	9,4%	9,3%	9,6%	9,2%	8,8%	11,4%	11,1%	11,2%	16,6%	15,4%	14,0%	11,0%	10,5%	11,0%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	293 580	271 261	235 284	207 028	286 345	251 890	467 056	525 249	654 804	19 954	27 395	35 225	289 346	344 996	311 555
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	5 585	4 270	5 206	3 422	2 403	3 707	5 679	5 876	5 876	227	138	256	4 955	4 555	4 732
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,9%	1,6%	2,2%	1,7%	0,8%	1,5%	1,2%	1,1%	0,9%	1,1%	0,5%	0,7%	1,7%	1,3%	1,5%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	93 883	99 628	109 281	91 545	99 340	114 513	253 576	271 160	256 452	5 609	6 744	10 196	103 557	110 400	128 791
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	1 018 686	1 052 455	1 096 471	929 862	1 108 930	1 220 935	2 281 157	2 496 696	2 529 090	51 117	68 703	102 584	1 072 146	1 215 251	1 295 993
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,2%	9,5%	10,0%	9,8%	9,0%	9,4%	11,1%	10,9%	10,1%	11,0%	9,8%	9,9%	9,7%	9,1%	9,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	6,3%	6,5%	7,1%	7,0%	6,3%	6,5%	8,5%	8,3%	7,8%	9,8%	9,1%	9,0%	7,6%	7,2%	8,1%
24 FRAIS GENERAUX	48 138	47 583	62 670	54 624	53 050	62 906	167 899	186 134	173 071	5 534	5 432	6 369	68 436	71 380	81 085
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	19 836	29 492	26 941	23 938	51 167	28 585	76 479	114 305	87 685	2 107	2 962	2 416	32 472	43 739	37 440
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	14 220	7 341	5 687	16 809	2 829	-9 335	-29 631	44 637	17 725	722	-39	216	9 427	13 636	18 927
27 RESULTAT NET	8 629	11 904	16 185	148	28 569	32 637	62 525	945	-14 795	-275	1 081	4 079	9 125	16 983	28 950
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	83 291	90 596	104 925	88 176	100 039	116 454	231 451	260 440	251 521	6 799	8 108	12 102	107 966	121 817	146 063
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	30 430	30 510	37 434	26 701	37 984	47 484	49 810	44 322	40 907	252	1 476	5 110	30 192	39 530	57 449
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	158,2%	156,0%	167,4%	204,6%	139,7%	132,5%	337,1%	420,0%	423,1%	2196,0%	368,0%	124,6%	226,7%	180,6%	141,1%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	41,2%	62,0%	43,0%	43,8%	96,5%	45,4%	45,6%	61,4%	50,7%	38,1%	54,5%	37,9%	47,4%	61,3%	46,2%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	23,8%	32,6%	25,7%	27,1%	51,1%	24,5%	33,0%	43,9%	34,9%	31,0%	36,5%	20,0%	30,1%	35,9%	25,6%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	46,7%	24,1%	15,2%	63,0%	7,4%	-19,7%	-59,5%	100,7%	43,3%	286,5%	-2,6%	4,2%	31,2%	34,5%	32,9%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	57,8%	52,5%	59,7%	61,9%	53,0%	54,0%	72,5%	71,5%	68,8%	81,4%	67,0%	52,6%	63,4%	58,6%	55,5%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	9,9%	12,4%	12,8%	0,1%	25,5%	23,7%	28,0%	0,3%	-5,7%	-3,2%	8,5%	23,4%	7,5%	12,1%	15,3%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	10,4%	13,1%	15,4%	0,2%	28,6%	28,0%	27,0%	0,4%	-5,9%	-4,0%	13,3%	33,7%	8,5%	13,9%	19,8%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	153 661	150 296	169 169	130 244	179 009	203 070	347 122	404 806	379 376	7 652	8 756	13 323	157 099	162 945	203 471
38 CHARGES D'EXPLOITATION	117 158	112 595	123 282	95 355	134 256	147 625	277 762	333 215	309 170	6 383	6 272	7 585	114 360	111 933	133 935
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	76,2%	74,9%	72,9%	73,2%	75,0%	72,7%	80,0%	82,3%	81,5%	83,4%	71,6%	56,9%	72,8%	68,7%	65,8%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	99 141	90 427	123 489	260 482	226 559	348 936	59 510	78 499	123 038	1 301 603	1 248 223	1 575 198
2 FOND PROPRES NETS	41 942	56 987	79 187	285 344	303 500	347 888	89 068	98 538	111 564	962 595	1 102 359	1 257 994
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	335 635	392 442	429 136	1 851 867	2 141 588	2 228 634	500 260	595 954	697 894	7 920 564	9 345 730	9 992 785
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	476 718	539 856	631 812	2 397 692	2 671 647	2 925 457	648 838	772 990	932 496	10 184 761	11 696 312	12 825 977
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	434 776	482 869	552 625	2 112 349	2 368 147	2 577 569	559 770	674 453	820 932	9 222 167	10 593 953	11 567 983
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	4 327	4 212	6 061	13 716	8 644	11 554	2 176	2 384	4 809	60 550	49 613	61 089
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	4 617	5 234	5 996	38 922	46 720	46 258	10 979	13 185	15 705	170 585	209 081	223 668
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	8 944	9 446	12 057	52 638	55 364	57 812	13 155	15 569	20 514	231 135	258 694	284 757
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,4%	4,7%	4,9%	5,3%	3,8%	3,3%	3,7%	3,0%	3,9%	4,7%	4,0%	3,9%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	1,4%	1,3%	1,4%	2,1%	2,2%	2,1%	2,2%	2,2%	2,3%	2,2%	2,2%	2,2%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,1%	2,0%	2,2%	2,5%	2,3%	2,2%	2,4%	2,3%	2,5%	2,5%	2,4%	2,5%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	1,9%	1,7%	1,9%	2,2%	2,1%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	2,3%	2,2%	2,2%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	322 113	338 631	405 608	1 564 099	1 656 517	1 875 751	312 399	387 118	499 816	6 274 614	6 869 056	7 430 914
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	41 013	42 791	50 259	176 101	183 529	214 318	42 846	49 792	65 026	788 262	846 142	929 432
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,7%	12,6%	12,4%	11,3%	11,1%	11,4%	13,7%	12,9%	13,0%	12,6%	12,3%	12,5%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	11,4%	11,3%	11,0%	9,2%	8,9%	9,4%	11,5%	10,6%	10,8%	10,4%	10,1%	10,3%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	99 806	108 605	97 831	408 283	493 662	506 946	142 183	187 726	208 157	1 927 235	2 245 238	2 264 189
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	1 570	1 544	1 648	6 898	5 853	4 283	2 459	2 671	3 225	30 795	27 310	28 933
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,6%	1,4%	1,7%	1,7%	1,2%	0,8%	1,7%	1,4%	1,5%	1,6%	1,2%	1,3%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	42 583	44 335	51 907	182 999	189 382	218 601	45 305	52 463	68 251	819 057	873 452	958 365
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	421 919	447 236	503 438	1 972 382	2 150 179	2 382 697	454 582	574 844	707 974	8 201 849	9 114 294	9 695 103
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	10,1%	9,9%	10,3%	9,3%	8,8%	9,2%	10,0%	9,1%	9,6%	10,0%	9,6%	9,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	8,0%	8,0%	8,1%	6,8%	6,5%	6,9%	7,6%	6,8%	7,1%	7,5%	7,1%	7,4%
24 FRAIS GENERAUX	21 821	23 509	29 899	99 440	109 400	130 034	32 443	32 815	43 217	498 335	529 045	603 331
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	6 503	12 629	9 547	39 078	66 416	61 343	14 556	19 109	17 609	214 969	322 610	271 741
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	6 884	5 710	13 538	16 744	20 264	6 217	2 781	3 129	7 635	37 956	97 507	60 742
27 RESULTAT NET	3 087	9 338	3 244	39 329	36 793	46 842	4 909	8 604	12 630	127 477	114 217	129 772
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	42 264	44 877	52 774	183 315	192 741	227 004	49 864	58 748	74 497	793 125	877 366	985 340
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	18 120	17 752	20 800	71 459	70 778	82 132	13 561	18 996	27 219	240 525	261 348	318 535
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	120,4%	132,4%	143,7%	139,2%	154,6%	158,3%	239,2%	172,7%	158,8%	207,2%	202,4%	189,4%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	29,8%	53,7%	31,9%	39,3%	60,7%	47,2%	44,9%	58,2%	40,7%	43,1%	61,0%	45,0%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	15,4%	28,1%	18,1%	21,3%	34,5%	27,0%	29,2%	32,5%	23,6%	27,1%	36,8%	27,6%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	38,0%	32,2%	65,1%	23,4%	28,6%	7,6%	20,5%	16,5%	28,1%	15,8%	37,3%	19,1%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	51,6%	52,4%	56,7%	54,2%	56,8%	57,3%	65,1%	55,9%	58,0%	62,8%	60,3%	61,2%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	7,4%	16,4%	4,1%	13,8%	12,1%	13,5%	5,5%	8,7%	11,3%	13,2%	10,4%	10,3%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	7,3%	20,8%	6,1%	21,5%	19,1%	20,6%	9,8%	14,6%	17,0%	16,1%	13,0%	13,2%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	55 726	59 024	70 153	271 872	285 163	344 052	81 746	85 038	104 799	1 205 122	1 335 037	1 492 191
38 CHARGES D'EXPLOITATION	34 508	38 107	45 399	183 618	196 085	241 596	63 122	60 344	71 249	892 266	992 807	1 084 862
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	61,9%	64,6%	64,7%	67,5%	68,8%	70,2%	77,2%	71,0%	68,0%	74,0%	74,4%	72,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE BISSAU			MALI		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	195 512	184 953	247 645	121 885	160 069	230 798	332 830	273 057	250 895	9 047	8 132	11 391	177 159	189 551	226 437
2 FONDS PROPRES NETS	75 180	95 687	126 603	100 819	108 338	131 146	213 570	273 587	252 432	8 726	12 671	17 425	121 784	140 317	187 737
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	883 141	1 113 293	1 237 250	900 208	1 176 915	1 315 035	2 240 911	2 631 568	2 774 427	45 573	60 464	87 851	1 036 096	1 229 469	1 369 634
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	1 153 832	1 393 934	1 611 504	1 122 911	1 445 322	1 676 980	2 787 311	3 178 211	3 277 753	63 346	81 267	116 667	1 335 038	1 559 337	1 783 808
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	1 078 653	1 298 246	1 484 894	1 022 093	1 336 984	1 545 834	2 573 741	2 904 624	3 025 321	54 620	68 596	99 242	1 213 254	1 419 020	1 596 070
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	8 596	7 993	9 094	4 932	5 576	8 419	14 285	11 966	9 010	363	168	232	6 472	5 575	7 215
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	22 034	30 719	34 000	23 175	30 101	35 233	50 729	61 727	61 493	303	346	660	16 365	21 020	22 074
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	30 630	38 712	43 094	28 107	35 677	43 652	65 014	73 693	70 503	666	514	892	22 837	26 595	29 289
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,4%	4,3%	3,7%	4,0%	3,5%	3,6%	4,3%	4,4%	3,6%	4,0%	2,1%	2,0%	3,7%	2,9%	3,2%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,5%	2,8%	2,7%	2,6%	2,6%	2,7%	2,3%	2,3%	2,2%	0,7%	0,6%	0,8%	1,6%	1,7%	1,6%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,8%	3,0%	2,9%	2,7%	2,7%	2,8%	2,5%	2,5%	2,3%	1,2%	0,7%	0,9%	1,9%	1,9%	1,8%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,7%	2,8%	2,7%	2,5%	2,5%	2,6%	2,3%	2,3%	2,2%	1,1%	0,6%	0,8%	1,7%	1,7%	1,6%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	616 119	781 194	861 187	712 401	814 198	960 035	1 799 534	1 954 418	1 854 723	31 163	41 309	67 358	781 323	868 649	980 151
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	76 569	95 358	104 075	86 187	95 225	109 077	245 528	262 658	247 275	5 382	6 606	9 940	96 166	105 176	123 289
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,4%	12,2%	12,1%	12,1%	11,7%	11,4%	13,6%	13,4%	13,3%	17,3%	16,0%	14,8%	12,3%	12,1%	12,6%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	9,9%	9,4%	9,3%	9,5%	9,1%	8,7%	11,4%	11,1%	11,1%	16,6%	15,4%	14,0%	10,7%	10,4%	11,0%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	302 846	271 261	235 284	204 043	283 707	246 970	461 998	521 218	649 494	19 954	27 395	35 225	287 764	343 967	309 795
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	8 031	4 270	5 206	3 379	2 351	3 603	5 673	5 876	5 876	227	138	256	4 872	4 509	4 696
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	2,7%	1,6%	2,2%	1,7%	0,8%	1,5%	1,2%	1,1%	0,9%	1,1%	0,5%	0,7%	1,7%	1,3%	1,5%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	84 600	99 628	109 281	89 566	97 576	112 680	251 201	268 534	253 151	5 609	6 744	10 196	101 038	109 685	127 985
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	918 965	1 052 455	1 096 471	916 444	1 097 905	1 207 009	2 261 532	2 475 636	2 504 217	51 117	68 703	102 584	1 069 087	1 212 617	1 289 946
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,2%	9,5%	10,0%	9,8%	8,9%	9,3%	11,1%	10,8%	10,1%	11,0%	9,8%	9,9%	9,5%	9,0%	9,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	6,4%	6,5%	7,1%	7,0%	6,2%	6,5%	8,6%	8,3%	7,8%	9,8%	9,1%	9,0%	7,6%	7,2%	8,1%
24 FRAIS GENERAUX	44 981	47 583	62 670	53 001	51 640	61 226	164 442	184 314	169 754	5 534	5 174	6 368	64 738	70 859	80 510
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	25 781	29 482	26 941	23 213	50 276	27 816	75 537	113 157	86 760	2 107	2 962	2 416	31 943	43 399	37 215
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	30 403	7 341	5 687	15 485	2 897	-8 701	-30 144	43 976	17 230	722	-39	216	8 876	13 386	18 247
27 RESULTAT NET	-9 583	11 904	16 185	1 791	29 038	32 896	62 363	715	-13 782	-275	1 081	4 079	8 943	17 121	29 726
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	74 408	90 596	104 925	86 641	98 987	115 172	227 974	256 940	247 840	6 799	8 108	12 102	104 300	121 008	145 441
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	25 159	30 510	37 434	26 864	38 538	47 928	48 910	43 205	40 539	252	1 476	5 110	29 252	39 354	57 449
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	178,8%	156,0%	167,4%	197,3%	134,0%	127,7%	336,2%	426,6%	418,7%	2196,0%	350,5%	124,6%	221,3%	180,1%	140,1%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	57,3%	62,0%	43,0%	43,8%	97,4%	45,4%	45,9%	61,4%	51,1%	38,1%	57,2%	37,9%	48,4%	61,2%	46,2%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	34,6%	32,6%	25,7%	26,8%	50,8%	24,2%	33,1%	44,0%	35,0%	31,0%	36,5%	20,0%	30,1%	35,9%	25,6%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	120,8%	24,1%	15,2%	57,6%	7,5%	-18,2%	-61,6%	101,8%	42,5%	286,5%	-2,6%	4,2%	30,3%	34,0%	31,8%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	60,5%	52,5%	59,7%	61,2%	52,2%	53,2%	72,1%	71,7%	68,5%	81,4%	63,8%	52,6%	62,1%	58,6%	55,4%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	-12,7%	12,4%	12,8%	1,8%	26,8%	25,1%	29,2%	0,3%	-5,5%	-3,2%	8,5%	23,4%	7,3%	12,2%	15,8%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	-12,9%	13,1%	15,4%	2,1%	29,3%	28,6%	27,4%	0,3%	-5,6%	-4,0%	13,3%	33,7%	8,6%	14,1%	20,4%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	123 172	150 296	169 169	126 456	175 819	198 843	326 788	381 831	357 704	7 652	8 756	13 323	135 417	159 427	200 783
38 CHARGES D'EXPLOITATION	92 421	112 595	123 282	91 513	130 613	143 065	258 529	311 506	288 128	6 383	6 272	7 585	93 804	108 632	131 300
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	75,0%	74,9%	72,9%	72,4%	74,3%	71,9%	79,1%	81,6%	80,5%	83,4%	71,6%	56,9%	69,3%	68,1%	65,4%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	99 121	90 427	123 489	260 111	226 220	347 692	59 510	78 499	123 038	1 254 556	1 210 907	1 540 128
2 FONDS PROPRES NETS	37 614	53 645	75 911	283 185	301 574	345 813	64 689	73 673	85 869	916 324	1 059 491	1 211 545
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	334 771	392 442	428 503	1 850 369	2 139 992	2 226 717	500 260	595 954	697 894	7 913 070	9 340 096	9 983 395
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	471 506	536 513	627 903	2 393 665	2 667 786	2 920 223	624 459	748 125	906 801	10 083 950	11 610 494	12 735 068
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	433 892	482 869	551 992	2 110 480	2 366 212	2 574 409	559 770	674 453	820 932	9 167 626	10 551 003	11 523 523
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	4 326	4 212	6 061	11 778	8 636	11 512	2 145	2 384	4 762	53 310	46 510	56 783
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	4 617	5 234	5 996	38 866	46 693	46 239	10 146	13 185	15 595	169 635	209 025	223 403
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	8 943	9 446	12 057	50 644	55 329	57 751	12 291	15 569	20 357	222 945	255 535	280 186
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,4%	4,7%	4,9%	4,5%	3,8%	3,3%	3,6%	3,0%	3,9%	4,2%	3,8%	3,7%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	1,4%	1,3%	1,4%	2,1%	2,2%	2,1%	2,0%	2,2%	2,2%	2,1%	2,2%	2,2%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,1%	2,0%	2,2%	2,4%	2,3%	2,2%	2,2%	2,3%	2,5%	2,4%	2,4%	2,4%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	1,9%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,0%	2,0%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	321 148	338 631	405 608	1 560 676	1 653 154	1 873 578	312 204	386 915	499 497	6 238 382	6 838 468	7 395 562
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	41 013	42 791	50 259	173 593	183 522	214 311	40 419	49 789	64 657	775 943	841 125	922 883
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,8%	12,6%	12,4%	11,1%	11,1%	11,4%	12,9%	12,9%	12,9%	12,4%	12,3%	12,5%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	11,4%	11,3%	11,0%	9,0%	8,9%	9,4%	10,9%	10,7%	10,7%	10,3%	10,1%	10,2%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	96 199	104 996	93 578	407 780	492 986	504 820	117 681	161 399	180 741	1 888 857	2 206 928	2 218 404
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	1 405	1 382	1 473	6 898	5 853	4 269	1 486	1 724	2 082	29 503	26 103	27 461
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,5%	1,3%	1,6%	1,7%	1,2%	0,8%	1,3%	1,1%	1,2%	1,6%	1,2%	1,2%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	42 418	44 173	51 732	180 491	189 375	218 580	41 905	51 513	66 739	805 446	867 228	950 344
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	417 347	443 627	499 186	1 968 456	2 146 139	2 378 398	429 884	548 314	680 237	8 127 239	9 045 395	9 613 966
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	10,2%	10,0%	10,4%	9,2%	8,8%	9,2%	9,7%	9,4%	9,8%	9,9%	9,6%	9,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	8,1%	8,0%	8,2%	6,8%	6,5%	6,9%	7,6%	7,1%	7,3%	7,5%	7,2%	7,5%
24 FRAIS GENERAUX	21 565	23 275	29 609	97 425	109 261	129 691	30 115	32 173	41 518	484 738	524 279	594 746
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	6 371	12 471	9 402	38 850	66 344	60 518	13 557	18 766	16 939	210 681	319 658	268 007
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	6 841	5 629	13 416	16 226	20 166	6 183	2 498	3 223	7 473	34 354	96 579	59 751
27 RESULTAT NET	3 083	9 420	3 324	37 336	37 054	47 419	3 403	7 081	9 730	125 582	113 414	129 577
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	41 921	44 586	52 396	179 642	192 800	226 240	47 298	55 947	70 174	777 544	868 972	974 290
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	18 058	17 744	20 743	68 815	70 996	82 375	11 610	16 860	23 672	234 094	258 683	315 250
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	119,4%	131,2%	142,7%	141,6%	153,9%	157,4%	259,4%	190,8%	175,4%	207,1%	202,7%	188,7%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	29,5%	53,6%	31,8%	39,9%	60,7%	46,7%	45,0%	58,3%	40,8%	43,5%	61,0%	45,1%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	15,2%	28,0%	17,9%	21,6%	34,4%	26,7%	28,7%	33,5%	24,1%	27,1%	36,8%	27,5%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	37,9%	31,7%	64,7%	23,6%	28,4%	7,5%	21,5%	19,1%	31,6%	14,7%	37,3%	19,0%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	51,4%	52,2%	56,5%	54,2%	56,7%	57,3%	63,7%	57,5%	59,2%	62,3%	60,3%	61,0%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	8,2%	17,6%	4,4%	13,2%	12,3%	13,7%	5,3%	9,6%	11,3%	13,7%	10,7%	10,7%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	7,4%	21,1%	6,3%	20,8%	19,2%	21,0%	7,2%	12,7%	13,9%	16,2%	13,1%	13,3%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	55 361	58 723	69 723	250 511	284 570	342 835	75 952	78 733	100 473	1 128 924	1 298 155	1 452 853
38 CHARGES D'EXPLOITATION	34 246	37 857	45 076	165 072	195 278	240 441	59 929	56 686	70 492	823 895	959 439	1 049 369
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	61,9%	64,5%	64,7%	65,9%	68,6%	70,1%	78,9%	72,0%	70,2%	73,0%	73,9%	72,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE BISSAU			MALI		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	6 021			10 103	9 036	7 040	23 185	24 149	26 141				4 325	3 793	646
2 FONDS PROPRES NETS	1 011			4 307	3 739	6 416	10 077	9 143	7 359				-11	-149	1 629
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	321			1 698	981	2 846	2 590	2 742	3 621				353	315	374
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	7 352			16 108	13 756	16 301	35 852	36 033	37 121				4 667	3 959	2 649
5 TOTAL DES CAPITALS EMPRUNTES (4-2)	6 341			11 801	10 017	9 885	25 775	26 890	29 762				4 678	4 108	1 020
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	333			750	585	642	1 892	2 005	2 469				2 083	505	430
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	0			53	29	136	8	0	0				0	0	0
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	333			803	614	778	1 900	2 005	2 469				2 083	505	430
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	5,5%			7,4%	6,5%	9,1%	8,2%	8,3%	9,4%				48,2%	13,3%	66,5%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	0,0%			3,1%	3,0%	4,8%	0,3%	0,0%	0,0%				0,0%	0,0%	0,0%
11 COUT MOYEN DES CAPITALS EMPRUNTES (8/5)	5,3%			6,8%	6,1%	7,9%	7,4%	7,5%	8,3%				44,5%	12,3%	42,2%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	4,5%			5,0%	4,5%	4,8%	5,3%	5,6%	6,7%				44,6%	12,8%	16,2%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	2 950			10 433	8 387	9 010	14 567	17 029	19 564				1 477	1 606	4 287
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	427			1 936	1 712	1 729	2 369	2 626	3 301				2 436	669	770
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	14,5%			18,6%	20,4%	19,2%	16,3%	15,4%	16,9%				164,9%	41,6%	18,0%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	14,5%			15,4%	17,5%	14,4%	16,0%	15,4%	16,9%				164,9%	41,6%	18,0%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	335			2 984	2 638	4 920	5 058	4 032	5 310				1 582	1 029	1 760
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	16			43	52	104	6	0	0				83	46	36
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	4,8%			1,4%	2,0%	2,1%	0,1%	0,0%	0,0%				5,2%	4,5%	2,0%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	443			1 979	1 764	1 833	2 375	2 626	3 301				2 519	715	806
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	3 284			13 418	11 025	13 930	19 625	21 061	24 874				3 059	2 635	6 047
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	13,5%			14,7%	16,0%	13,2%	12,1%	12,5%	13,3%				82,3%	27,1%	13,3%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	8,2%			7,9%	9,9%	5,3%	4,7%	5,0%	5,0%				37,8%	14,8%	-28,8%
24 FRAIS GENERAUX	219			1 623	1 410	1 680	3 457	1 820	3 317				3 698	521	575
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	158			725	891	769	942	1 148	925				1 129	340	225
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	83			1 324	-68	-634	513	661	495				551	250	680
27 RESULTAT NET	5			-1 643	-469	-259	162	230	-1 013				182	-138	-776
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	320			1 535	1 052	1 282	3 477	3 500	3 681				3 666	809	622
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	88			-163	-554	-444	900	1 117	368				940	176	0
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	248,9%			-995,7%	-254,5%	-378,4%	384,1%	162,9%	901,4%				393,4%	296,0%	#N/D
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	72,1%			44,7%	63,2%	45,8%	27,2%	63,1%	27,9%				30,5%	65,3%	39,1%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	49,4%			47,2%	84,7%	60,0%	27,1%	32,8%	25,1%				30,8%	42,0%	36,2%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	94,3%			-812,3%	12,3%	142,8%	57,0%	59,2%	134,5%				58,6%	142,0%	#N/D
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	68,4%			105,7%	134,0%	131,0%	99,4%	52,0%	90,1%				100,9%	64,4%	92,4%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	0,5%			-38,1%	-12,5%	-4,0%	1,6%	2,5%	-13,8%				-1733,3%	92,9%	-47,6%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	1,6%			-107,0%	-44,6%	-20,2%	4,7%	6,6%	-27,5%				5,0%	-17,1%	-124,8%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	2 314			3 788	3 190	4 227	20 334	22 975	21 672				21 682	3 518	2 688
38 CHARGES D'EXPLOITATION	2 187			3 842	3 643	4 564	19 233	21 709	21 042				20 556	3 301	2 635
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	94,5%			101,4%	114,2%	108,0%	94,6%	94,5%	97,1%				94,8%	93,8%	98,0%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE			0	371	339	1 244	0	0	0	47 048	37 316	35 070
2 FONDS PROPRES NETS			3 276	2 158	1 926	2 075	24 380	24 865	25 695	46 271	42 868	46 449
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE			633	1 499	1 596	1 917	0	0	0	7 494	5 634	9 390
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)			3 909	4 027	3 862	5 235	24 380	24 865	25 695	100 812	85 818	90 909
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)			633	1 869	1 936	3 160	0	0	0	54 541	42 950	44 460
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE			0	1 938	8	42	31	0	47	7 240	3 103	4 306
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE			0	56	27	19	833	0	110	950	56	265
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)			0	1 994	35	61	864	0	157	8 190	3 159	4 571
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)			0,0%	523,1%	2,4%	3,4%	#N/D	#N/D	#N/D	15,4%	8,3%	12,3%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)			0,0%	3,7%	1,7%	1,0%	#N/D	#N/D	#N/D	12,7%	1,0%	2,8%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)			0,0%	106,7%	1,8%	1,9%	#N/D	#N/D	#N/D	15,0%	7,4%	10,3%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)			0,0%	49,5%	0,9%	1,2%	3,5%	0,0%	0,6%	8,1%	3,7%	5,0%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE			0	3 424	3 364	2 173	196	203	320	36 233	30 588	35 352
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE			0	2 508	7	7	2 427	3	369	12 319	5 017	6 549
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)			0,0%	73,3%	0,2%	0,3%	1239,8%	1,5%	115,4%	34,0%	16,4%	18,5%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)			0,0%	69,5%	-1,5%	-0,7%	#N/D	#N/D	#N/D	21,3%	15,4%	15,7%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES			4 253	503	676	2 126	24 502	26 328	27 417	38 378	38 310	45 786
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE			175	0	0	14	973	947	1 143	1 292	1 207	1 472
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)			0,0%	0,0%	0,0%	0,7%	4,0%	3,6%	4,2%	3,4%	3,2%	3,2%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)			175	2 508	7	21	3 400	950	1 512	13 611	6 224	8 021
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)			4 253	3 926	4 040	4 298	24 698	26 530	27 737	74 610	68 899	81 138
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)			0,0%	63,9%	0,2%	0,5%	13,8%	3,6%	5,5%	18,2%	9,0%	9,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)			0,0%	-42,8%	-1,6%	-1,4%	#N/D	#N/D	#N/D	3,2%	1,7%	-0,4%
24 FRAIS GENERAUX			290	2 015	139	343	2 328	642	1 699	13 597	4 766	8 585
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)			145	228	72	825	999	343	670	4 288	2 952	3 734
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **			122	518	98	34	283	-94	162	3 602	928	991
27 RESULTAT NET			-80	1 993	-261	-577	1 506	1 523	2 900	1 895	803	195
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)			378	3 673	-59	764	2 566	2 801	4 323	15 581	8 394	11 050
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)			57	2 644	-218	-243	1 951	2 136	3 547	6 431	2 665	3 285
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)			0,0%	76,2%	-63,8%	-141,2%	119,3%	30,1%	47,9%	211,4%	178,8%	261,3%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)			0,0%	11,3%	51,8%	240,5%	42,9%	53,4%	39,4%	31,5%	61,9%	43,5%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)			0,0%	6,2%	-122,0%	108,0%	38,9%	12,2%	15,5%	27,5%	35,2%	33,8%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **			0,0%	19,6%	-45,0%	-14,0%	14,5%	-4,4%	4,6%	56,0%	34,8%	30,2%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)			0,0%	54,9%	-235,6%	44,9%	90,7%	22,9%	39,3%	87,3%	56,8%	77,7%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)			0,0%	92,3%	-13,5%	-27,8%	6,2%	6,1%	11,3%	4,1%	1,9%	0,4%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)			0,0%	54,3%	442,4%	-75,5%	58,7%	54,4%	67,1%	12,2%	9,6%	1,8%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION			430	21 361	593	1 217	5 794	6 305	4 326	76 198	36 882	39 338
38 CHARGES D'EXPLOITATION			323	18 546	807	1 155	3 193	3 658	757	68 371	33 368	35 493
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)			0,0%	86,8%	136,1%	94,9%	55,1%	58,0%	17,5%	89,7%	90,5%	90,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

ETAT DE SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL
(Statistiques des normes prudentielles respectées et besoins en fonds propres de base et en fonds propres effectifs des établissements en infraction)

UMOA

AU 31 DECEMBRE 2011

Montants en millions de FCFA

	FONDS PROPRES DE BASE (FPB)		FONDS PROPRES EFFECTIFS (FPE)	COUVERTURE DES RISQUES FPERISQUES		IMMOBILISATIONS & PARTICIPATIONS SUR FPE		CREDITS AU PERSONNEL ET AUX DIRIGEANTS		ENGAGEMENTS SUR MEME SIGNATURE		TOTAL DES ENGAGEMENTS > ou = 25%FPE		BESOIEN EN FPE LES PLUS ELEVES	STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	RESSOURCES STABLES / EMPLOIS M & L TERME	COEFFICIENT DE LIQUIDITE	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS / SURVEILLANCE RAPPROCHEE	NOMBRE DE DECISIONS D'ADMINIST. PROVISOIRE
	(1)	(2)		(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)						
RAPPEL DES NORMES :																			
Capital: 5000 millions pour BC, 1000 millions pour EF																			
SITUATION DES BANQUES :																			
BENIN	10	97 421	40 196	102 389	10	32 774	10	32 285	8	71 060	6	67 528	10	0	0	6	6	1	1
BURKINA	8	116 869	15 863	135 241	8	12 445	8	13 822	8	11 033	3	49 096	8	0	0	7	7	2	0
COTE D'IVOIRE	13	102 948	140 833	110 451	11	156 722	13	189 124	13	656 835	8	273 249	12	1 487	0	9	16	4	1
GUINEE-BISSAU	3	17 394	5 497	17 394	3	732	3	646	3	912	3	1 208	3	0	0	3	3	0	0
MALI	12	155 068	13 922	168 259	11	10 968	10	26 942	10	16 553	10	51 538	11	0	0	29 026	7	4	0
NIGER	8	63 124	11 309	64 852	7	9 630	8	6 595	8	11 262	8	9 725	8	0	0	14 267	6	4	0
SENEGAL	17	311 311	14 026	319 355	17	12 284	17	9 598	15	15 488	13	69 756	16	4 430	0	77 361	10	1	0
&.%	10	70 082	5 210	77 869	7	2 455	10	522	8	5 723	4	24 077	10	0	0	29 953	8	5	1
Sous-total	81	936 217	246 856	995 810	74	238 010	79	279 534	73	788 866	55	546 177	78	5 917	102	963 837	62	19	102
Nombre de banques conformes *	102				102				102						102				102
Part des banques conformes	81				74				73						53				62
	79%				73%				72%						52%				61%
																			18%
																			3%
SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS :																			
BENIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BURKINA	3	6 369	243	6 811	4	0	4	0	4	0	2	0	3	0	243	2	4	0	0
COTE D'IVOIRE	1	4 362	0	4 362	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	1	1	0	0
GUINEE-BISSAU	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MALI	1	1 168	0	2 045	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0
NIGER	1	3 245	0	3 245	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0
SENEGAL	1	1 517	0	1 517	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0
&.%	1	22 135	0	22 153	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	1	1	0	0
Sous-total	8	38 797	243	36 888	9	0	9	0	9	0	7	0	7	0	244	8	5	1	0
Nombre d'établissements financiers (EF)	12				12				12						12				12
Nombre d'EF conformes *	8				9				9						7				5
Part des EF conformes	67%				75%				75%						58%				42%
																			7%
																			0%
TOTAL GENERAL	89	975 014	247 099	1 032 698	83	238 010	88	279 534	82	788 866	62	546 177	85	5 917	2	964 081	67	20	112
Nombre de banques & établissements financ.	114				114				114						114				112
Nombre de banques et EF conformes *	89				83				82						61				20
Part des banques et EF conformes	78%				73%				72%						54%				18%
																			59%
																			7%
																			1%

ND = Non Disponible ; NR : Non Respecté ; R : Respecté ; NA : Non Applicable

(1) : Besoins exprimés par rapport au capital social minimum requis. (7) : Besoins ayant pu être déterminés.

(11) : Applicable aux établissements financiers habilités à recevoir des fonds du public.

(12) : Le nombre et la part d'établissements sous surveillance rapprochée uniquement. (13) : Le nombre et la part d'établissements qui sont en outre sous administration provisoire.

Source : Dossier de la 88^{ème} session de la Commission Bancaire (juin 2012)

ENSEMBLE DU SYSTEME BANCAIRE	
Fonds Propres Effectifs (a)	36 888
Risques Pondérés estimés (b)	1 032 698
FPE / Risques (Ratio moyen) a/b	9 419 475
	10,96%

INFORMATIONS GENERALES

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION

(Niamey, le 14 décembre 2012)

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est réuni en session ordinaire, le vendredi 14 décembre 2012, dans les locaux de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Niamey, en République du Niger, sous la présidence de Monsieur Adjì Otèth AYASSOR, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, assurant l'intérim du Président du Conseil.

Ont également pris part à ces travaux, Monsieur Cheikhe Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Léné SEBGO, Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Au titre de la BCEAO, examinant la situation monétaire, économique et financière de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité des performances enregistrées en matière de croissance économique, à la faveur de l'amélioration sensible de la production au terme de la campagne agricole 2012/2013, de la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire ainsi que de l'essor de la production aurifère et pétrolière. Les dernières prévisions tablent en effet sur un taux de croissance du PIB réel de 5,8% pour l'année 2012, après 0,6% en 2011.

Le Conseil a relevé une légère remontée de l'inflation qui s'est située, en glissement annuel, à 2,7% en septembre 2012, après 2,1% en juin 2012. Cette hausse du niveau général des prix est liée au renchérissement des céréales locales et des produits de la pêche ainsi qu'à l'ajustement à la hausse des prix des carburants dans certains Etats. Toutefois, l'inflation connaît une décélération au quatrième trimestre 2012, en liaison avec un approvisionnement adéquat des marchés en céréales locales issues de la campagne agricole 2012/2013.

En vue de parvenir à une consolidation de la croissance économique dans l'Union et à un recul de la pauvreté, les Ministres ont souligné la

nécessité urgente de mettre en œuvre des politiques publiques propices à l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance. Ils ont, en outre, insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts afin d'accélérer l'exécution des projets d'infrastructures économiques et sociales.

Le Conseil a approuvé les conclusions du rapport du Groupe de travail Etats-BCEAO en charge de la formulation des propositions de mesures pour la préservation et la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance dans l'UMOA. Il a invité les Etats membres et la BCEAO à mettre promptement en œuvre le plan d'actions prévu, en tenant compte de la spécificité de chaque pays.

Le Conseil a également approuvé le projet de Décret uniforme autorisant les établissements financiers à caractère bancaire à recevoir des dépôts de fonds du public.

Dans l'optique d'une mise en cohérence des lois nationales en vigueur avec le nouveau Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, le Conseil a adopté le projet de Loi uniforme sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'Union ainsi que ses deux décrets d'application. A cet égard, le Conseil a exhorté l'ensemble des Etats membres à accomplir les diligences nécessaires en vue de l'insertion de ce texte de Loi dans l'ordre juridique interne de chaque Etat au plus tard, le 31 décembre 2013.

Le Conseil a, par ailleurs, fixé au 31 décembre 2013, la date limite pour l'adoption par les Parlements nationaux et la promulgation de la Loi uniforme relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers. Cette loi entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le Conseil a, en outre, approuvé la révision à la baisse de 75% à 50% de la norme prudentielle relative au coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme, à compter du 1^{er} janvier 2013. Le Conseil a, enfin, abrogé à compter de cette même date, le ratio de structure du portefeuille des établissements de crédit.

Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil des Ministres de l'UMOA a pris connaissance du compte rendu des travaux de la 90^e session de la Commission Bancaire, tenue le 11 décembre 2012 à Niamey.

Au titre du Conseil Régional, le Conseil des Ministres de l'UMOA a approuvé le procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 28 septembre 2012 à Cotonou, ainsi que le Budget 2013 du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Le Conseil des Ministres a en outre décidé de proroger le mandat de tous les membres actuels du Conseil Régional ainsi que celui de son Président jusqu'au 31 mars 2013.

Enfin, le Conseil des Ministres a pris connaissance du compte-rendu de l'évolution des activités du marché financier régional au cours du troisième trimestre 2012.

Au titre de la BOAD, le conseil a approuvé les Perspectives Financières Actualisées 2012-2016 de l'Institution. Les Ministres ont pris connaissance des différents dossiers concernant notamment le projet de budget programme 2013-2015, la note sur l'état d'avancement du dossier relatif à la reprise de la Banque Régionale de Solidarité (BRS), l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 30 novembre 2012, l'état d'avancement du projet de notation de la BOAD, la note sur la concessionnalité des prêts de la BOAD aux états membres de l'UEMOA pour l'exercice 2013, la note relative à l'achèvement du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA, l'Etat d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du Schéma Directeur Informatique de la BOAD, le relevé des décisions de la 87^e réunion du Conseil

d'Administration de la BOAD tenue à Niamey le 12 décembre 2012.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, le Conseil, après examen des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité au titre de la période 2013-2017, a adopté les décisions y relatives.

Il a invité d'une part, les Etats membres à prendre les dispositions nécessaires pour remplir les conditions de convergence et, d'autre part, la Commission à mettre un accent particulier sur l'analyse approfondie des performances des Etats membres en matière de convergence dans la perspective de l'échéance de convergence, fixée au 31 décembre 2013. Par ailleurs, les institutions impliquées dans l'exercice de la surveillance multilatérale et les Etats membres devront accélérer les réflexions en cours sur le renforcement institutionnel du dispositif de la surveillance multilatérale.

Enfin, le Conseil a approuvé le Collectif budgétaire 2012 de l'Union.

Les Ministres, très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour, expriment à son Excellence, Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, au Gouvernement ainsi qu'au peuple nigériens, leur sincère et profonde gratitude.

Fait à Niamey, le 14 décembre 2012

Pour le Président du Conseil des Ministres,

Adji Otèth AYASSOR
Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise

COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

(Dakar, le 7 décembre 2012)

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa quatrième réunion ordinaire de l'année 2012, le vendredi 7 décembre 2012, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, en République du Sénégal, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Analysant l'évolution de l'inflation, le Comité a relevé une légère remontée de l'indice harmonisé des prix à la consommation au troisième trimestre. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,1% en juin à 2,7% à fin septembre 2012, en raison de l'ajustement à la hausse des cours des carburants dans certains Etats membres et de l'augmentation des prix des céréales locales et des produits de la pêche.

L'inflation devrait connaître une décélération au quatrième trimestre 2012 pour ressortir à 2,5% à fin décembre. Un meilleur approvisionnement des marchés céréaliers serait le principal facteur explicatif de cette décade de l'inflation. Les prévisions d'inflation à moyen terme ressortent globalement en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi au niveau de l'Union. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établirait à 2,3% en 2012 contre 3,8% en 2011. A l'horizon de 24 mois, ce taux est projeté à 2,4%.

L'évolution des indicateurs de conjoncture montre que l'activité économique au sein de l'UMOA continue de se raffermir, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire. L'indice de la production industrielle est en augmentation de 3,0% au troisième trimestre, après des

progressions de 1,4% et 3,2% au premier et au deuxième trimestre 2012. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail enregistré, pour sa part, un net accroissement de 17,6% sur les neuf premiers mois de l'année, comparé à la hausse de 6,5% sur la même période de 2011.

Examinant les perspectives de croissance économique de l'Union, le Comité a estimé que les performances en matière de croissance seraient meilleures que prévu. Les dernières estimations tablent sur une progression du produit intérieur brut de l'Union de 5,8% en 2012, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage comparativement aux prévisions faites trois mois auparavant. Pour l'année 2013, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,5%. Elle serait soutenue par les efforts déployés par les Etats membres en vue d'accroître les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment l'agriculture et les infrastructures de base.

Les conditions monétaires sont demeurées globalement favorables. Les taux d'intérêt sur le marché monétaire continuent de se détendre. Le taux moyen pondéré des transactions interbancaires à une semaine est ressorti en moyenne à 4,13% au troisième trimestre contre 4,24% au deuxième trimestre 2012. Le taux moyen pondéré des émissions de bons du Trésor, s'est établi à 5,63% au troisième trimestre contre 5,72% un trimestre plus tôt.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,00% et 4,00%.

Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Le Comité a exhorté les Etats membres à accélérer la mise en œuvre des actions identifiées aux niveaux national et régional, afin de soutenir la production agricole et de contribuer à la détente des prix des produits alimentaires. Il a en outre recommandé la poursuite des efforts engagés pour améliorer le niveau et la qualité des infrastructures nécessaires pour accélérer la croissance économique. Les membres du Comité sont convenus de maintenir une vigilance constante

dans le suivi de l'évolution des prix afin de prendre, si nécessaire, les mesures appropriées.

Fait à Dakar, le 7 décembre 2012

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Tiémoko Meyliet KONE

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

(Niamey, le 13 décembre 2012)

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est réuni en session ordinaire le jeudi 13 décembre 2012, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Niamey, en République du Niger, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Les membres du Conseil ont examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2013.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a pris connaissance des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO, qui s'est réuni le mercredi 12 décembre 2012, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Niamey, à l'effet

notamment d'approuver le programme de contrôle des structures de la Banque Centrale pour l'année 2013 ainsi que le programme de travail dudit Comité au titre de la même année.

Les membres du Conseil d'Administration tiennent à exprimer, aux Autorités ainsi qu'au peuple nigériens, leurs remerciements pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour.

Fait à Niamey, le 13 décembre 2012

Le Président du Conseil d'Administration
de la BCEAO

Tiémoko Meyliet KONE

CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ADOPTEES PAR LA BCEAO ENTRE 2002 ET DECEMBRE 2012

7 janvier 2002

La Banque Centrale a procédé, valeur 7 janvier 2002, à son premier appel d'offres d'émission de bons au titre de l'année 2002. A cet effet, 400 bons d'une valeur nominale globale de 20 milliards et d'une durée de deux semaines ont été mis en adjudication. L'appel d'offres a enregistré la participation de six intervenants, dont les soumissions d'un montant total de 17,3 milliards ont été retenues à hauteur de 16,8 milliards. Le taux marginal est ressorti à 5,00%.

16 avril 2002

La Banque Centrale a relevé de 3,00% à 9,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques au Mali, à compter de la période de constitution qui a commencé le 16 avril 2002. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA se sont établis comme suit, pour compter du 16 avril 2002 :

- Bénin : 9,00% ;
- Burkina : 3,00% ;
- Côte d'Ivoire : 5,00% ;
- Guinée Bissau : 3,00% ;
- Mali : 9,00% ;
- Niger : 5,00% ;
- Sénégal : 9,00% ;
- Togo : 3,00%.

S'agissant des établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,0% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

7 juillet 2003

Au regard des résultats favorables enregistrés en matière de maîtrise de l'inflation et, d'une manière générale, de stabilité monétaire, la Banque Centrale a décidé de réduire ses taux directeurs de 100 points de base, à compter du lundi 7 juillet 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 6,50% à 5,50% et le taux de pension de 6,00% à 5,00%.

Cet assouplissement de la politique des taux d'intérêt a été l'expression de la confiance de

l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier de l'Union à assurer le financement sain et adéquat de la relance de l'économie régionale. Il a accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO. Enfin, ce desserrement monétaire a traduit la confiance du secteur privé, des épargnants, des investisseurs et des institutions financières dans la solidité des mécanismes de fonctionnement de l'Union Monétaire.

20 octobre 2003

L'examen de la conjoncture économique, monétaire et financière laissant apparaître des signes encourageants de reprise de l'activité économique dans la plupart des Etats de l'Union, une confirmation de la décélération des prix et une consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 20 octobre 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,50% à 5,00% et le taux de pension de 5,00% à 4,50%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à contribuer au financement sain et à un moindre coût de la relance de l'activité économique dans les Etats membres. Elle a également accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO.

16 mars 2004

La Banque Centrale a relevé de 9,00% à 13,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques du Bénin, à compter de la période de constitution commençant le 16 mars 2004. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans

l'UMOA sont établis comme suit, pour compter du 16 mars 2004 :

- Bénin : 13,00%
- Burkina : 3,00%
- Côte d'Ivoire : 5,00%
- Guinée Bissau : 3,00%
- Mali : 9,00%
- Niger : 5,00%
- Sénégal : 9,00%
- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

22 mars 2004

Au regard des évolutions favorables constatées au niveau de l'orientation de l'activité économique, de la maîtrise de l'inflation et de la consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 22 mars 2004. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,00% à 4,50% et le taux de pension de 4,50% à 4,00%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire, après les baisses de 150 points de base des taux directeurs en 2003, traduisait la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à soutenir la reprise économique constatée dans les Etats membres de l'Union, par un financement à un moindre coût. Elle visait également à encourager les initiatives d'investissements nécessaires à la consolidation de l'activité économique.

16 juin 2005

La Banque Centrale a relevé les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques de 13,00% à 15,00% au Bénin, de 3,00% à 7,00% au Burkina et de 5,00% à 9,00% au Niger, à compter de la période de constitution commençant le 16 juin 2005. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA sont fixés comme suit, pour compter du 16 juin 2005 :

- Bénin : 15,00%
- Burkina : 7,00%
- Côte d'Ivoire : 5,00%

- Guinée Bissau : 3,00%
- Mali : 9,00%
- Niger : 9,00%
- Sénégal : 9,00%
- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

24 août 2006

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage à partir du 24 août 2006. A compter de cette date, le taux de pension est passé de 4,00% à 4,25% et le taux d'escompte de 4,50% à 4,75%.

Cette décision qui vise à conforter la contribution de la politique monétaire à la stabilité macroéconomique, s'inscrit dans un contexte marqué par les inquiétudes suscitées notamment par l'évolution prévisible des prix au sein des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de nature à entraver la réalisation de l'objectif de stabilité des prix et, par conséquent, d'une croissance économique saine et durable. Le relèvement des taux directeurs de la BCEAO contribue à la maîtrise de l'inflation au sein de l'UMOA et, partant, à la sauvegarde de la compétitivité des économies des Etats membres.

1^{er} trimestre 2007

La conduite de la politique monétaire, au cours des trois premiers mois de l'année 2007, a été marquée notamment par le retour de la Banque Centrale sur le marché monétaire, avec le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités.

A travers la reprise de ses opérations le 5 février 2007, la BCEAO avait pour objectif de contenir les effets d'une diminution sensible de la liquidité bancaire en fin d'année 2006 sur le loyer de l'argent. Ces opérations devaient permettre de créer les conditions d'un recyclage optimal des disponibilités sur le marché interbancaire et de préserver la cohérence de la hiérarchie des taux sur le marché des capitaux à court terme. Au terme du premier trimestre 2007, la Banque Centrale a organisé sept appels d'offres d'injection de liquidités. Les soumissions reçues ont évolué entre 18,1 et

40,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,975% à 5,500%.

2^e trimestre 2007

Au cours du deuxième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités. Au terme de ce trimestre, treize appels d'offres d'injection de liquidités ont été organisés. Les soumissions reçues ont évolué entre 21,3 et 47,2 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 4,0000% à 4,3500%.

3^e trimestre 2007

Durant le troisième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. L'Institut d'émission a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à trente-trois le nombre total de ces opérations depuis leur reprise à compter du 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 11,7 et 41,7 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,0000% à 4,2000%.

4^e trimestre 2007

Au cours du quatrième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à quarante-six le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 29,9 et 97,8 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,3000% à 5,0000%.

1^{er} trimestre 2008

Durant le premier trimestre 2008, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à cinquante-neuf le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 65,1 et 135,5 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué à la baisse, en se situant dans un intervalle de 2,7500% à 4,4000%, contre une plage de 3,3000% à 5,0000% le trimestre précédent.

2^e trimestre 2008

Poursuivant ses interventions sur le marché monétaire au cours du deuxième trimestre 2008, la Banque Centrale a organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à soixante-douze le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 97,8 et 147,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,7500% à 4,2500%, contre une plage de 2,7500% à 4,4000% le trimestre précédent.

3^e trimestre 2008

Au cours du troisième trimestre 2008, la BCEAO, tenant compte des risques pesant sur la stabilité des prix au sein de l'Union, a décidé, à compter du 16 août 2008, du relèvement d'un demi ($\frac{1}{2}$) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

En outre, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités. Le montant mis en adjudication est resté stable à 100,0 milliards entre le 30 juin 2008 et le 30 septembre 2008. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,9720% à 4,5682%, contre une plage de 3,9407% à 4,2331% le trimestre précédent.

4^e trimestre 2008

Dans le contexte du quatrième trimestre 2008 marqué par le début des répercussions de la crise financière sur l'activité économique, un niveau encore élevé de l'inflation et un rythme de croissance relativement soutenu des crédits à l'économie, la Banque Centrale a maintenu inchangé son principal taux directeur. Ainsi, le taux de pension est demeuré à 4,75%, son niveau en vigueur depuis le 16 août 2008.

En outre, la Banque Centrale a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités, en portant le montant mis en adjudication de 100,0 milliards le 30 septembre 2008 à 160,0 milliards le 31 décembre 2008. La conduite de ces opérations par la Banque Centrale a contribué à satisfaire les besoins en ressources des banques et à limiter les tensions sur les taux.

1^{er} trimestre 2009

La conduite de la politique monétaire, au cours du premier trimestre 2009, a été marquée par le renforcement du cadre opérationnel de la BCEAO sur le marché monétaire, qui s'est traduit depuis le 19 février 2009 par l'activation du guichet d'appels d'offres à un mois, en sus de celui à une semaine.

Ces actions de la BCEAO visaient à rassurer les banques sur la volonté de la Banque Centrale à couvrir leurs besoins de liquidité. Elles ont, par ailleurs, contribué à faire évoluer, en mars 2009, les taux du marché interbancaire à une semaine dans l'intervalle compris entre le taux minimum de souscription et celui de la pension. En effet, le taux interbancaire moyen à une semaine s'est inscrit à 4,71% en mars 2009, contre 4,87% en février 2009 et 6,02% en décembre 2008, se situant entre le taux minimum des appels d'offres à une semaine (3,7500%) et celui de la pension (4,7500%). Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,8068% à 4,7490%, contre une plage de 4,4986% à 4,7435% le trimestre précédent.

2^e trimestre 2009

La conjoncture économique et financière de l'Union durant le deuxième trimestre 2009 a été marquée par la détérioration des perspectives de croissance et l'apparition de tensions sur les finances publiques, dans un contexte d'atténuation des pressions inflationnistes et de ralentissement de la progression de l'encours des crédits à l'économie.

Dans ce contexte, la BCEAO a procédé à une baisse de 0,50 point de pourcentage de ses taux directeurs. Ainsi, à compter du 16 juin 2009, le taux de pension a été ramené de 4,75% à 4,25% et le taux d'escompte qui sert de référence en matière de pénalité, de 6,75% à 6,25%. Cette baisse des taux directeurs de la Banque Centrale devrait ainsi donner aux banques une marge de réduction de leurs taux débiteurs.

Par ailleurs, dans le souci de renforcer le signal envoyé au marché à travers la baisse des taux directeurs et d'accroître la capacité des banques à financer l'économie, la BCEAO a revu à la baisse les coefficients de réserves obligatoires

dans quatre Etats de l'Union (Bénin, Mali, Niger et Sénégal). Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans ces Etats sont fixés comme suit à compter du mardi 16 juin 2009 :

- Bénin : 9,0% au lieu de 15,0% ;
- Mali : 7,0% au lieu de 9,0% ;
- Niger : 7,0% au lieu de 9,0% ;
- Sénégal : 7,0% au lieu de 9,0%.

Les coefficients des réserves obligatoires restent inchangés au Burkina (7,0%), en Côte d'Ivoire (5,0%), en Guinée-Bissau (3,0%) et au Togo (3,0%).

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires demeure fixé à 5,0% dans tous les Etats membres de l'Union.

La BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles de couverture des besoins en liquidités des banques. Ces actions ont contribué à faire replier les taux du marché interbancaire à une semaine. En effet, le taux interbancaire moyen à une semaine s'est inscrit à 4,37% en juin 2009, contre 4,63% en mai 2009 et 4,71% en mars 2009. Sur les deux dernières semaines du mois de juin qui ont suivi la décision de la Banque Centrale, le taux moyen interbancaire sur cette maturité s'est élevé à 4,14%, en dessous du nouveau taux de la pension.

Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,5653% à 3,9923%, contre une plage de 3,8068% à 4,7490% le trimestre précédent.

3^e trimestre 2009

Au cours du troisième trimestre 2009, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs en rapport avec l'évolution favorable de l'inflation. Ainsi, la BCEAO a poursuivi une politique accommodante en vue d'un soutien à la reprise de l'activité économique au sein des pays de l'Union, dans le sillage de la tendance amorcée dans les pays industrialisés. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés à 4,25% et 6,25%, niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009.

La BCEAO a poursuivi, par le canal de ses opérations hebdomadaires et mensuelles, la

couverture des besoins en liquidités des banques. La baisse des taux directeurs et les injections régulières de liquidités ont contribué à faire replier le taux du marché interbancaire à une semaine qui s'est inscrit à 4,09% en septembre 2009, en dessous du taux de pension, contre 4,37% en juin 2009 et 4,63% en mai 2009.

Durant le troisième trimestre 2009, les montants mis en adjudication sur le guichet des enchères hebdomadaires ont été ajustés afin de couvrir l'ensemble des besoins exprimés par les établissements de crédit. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,2662% à 3,3646%, contre une plage de 3,5653% à 3,9923% le trimestre précédent.

Par ailleurs, l'Institut d'émission a maintenu les adjudications à taux fixes et à montants illimités sur le guichet à un mois, afin de rassurer les établissements de crédit sur la disponibilité de la Banque Centrale à les accompagner dans le financement de l'économie, dans une période marquée par une atténuation des tensions inflationnistes.

La Banque Centrale a maintenu inchangés les coefficients de réserves obligatoires applicables aux établissements de crédit de l'Union durant le trimestre sous revue, au cours duquel le rythme de croissance des crédits à l'économie a poursuivi sa décélération.

L'examen de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires sur l'ensemble de la période met en évidence une situation de liquidité excédentaire pour les banques de l'Union. En effet, les réserves effectivement constituées se sont établies à 817,1 milliards pour la période prenant fin le 15 septembre 2009 pour des réserves requises de 490,5 milliards. Ainsi, les réserves libres se sont situées à 326,6 milliards contre 300,9 milliards pour la période échu le 15 juin 2009.

4^e trimestre 2009

Au cours du quatrième trimestre 2009, la BCEAO a laissé inchangés ses taux directeurs en liaison avec l'évolution favorable de l'inflation. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009, soit respectivement 4,25% et 6,25%.

La BCEAO a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire, par le canal de ses opérations hebdomadaires et mensuelles, en vue de la satisfaction des besoins en liquidités des banques. L'ajustement à la hausse, au quatrième trimestre 2009, des montants mis en adjudication dans le cadre des opérations d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités de la BCEAO, a contribué à la poursuite de la détente des taux interbancaires à une semaine, qui se sont situés à 3,87% en décembre 2009, contre respectivement 4,09% et 4,37% en septembre et juin 2009. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans une fourchette comprise entre 3,2584% et 3,3149%, contre un intervalle de 3,5653% à 3,9923% le trimestre précédent.

Par ailleurs, les adjudications au taux fixe de 3,65% et à montants illimités sur le guichet à un mois ont été régulièrement organisées, en vue d'assurer la couverture des besoins de plus longue maturité des banques, dans un contexte marqué par une atténuation des tensions inflationnistes.

1^{er} trimestre 2010

Au cours du premier trimestre 2010, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs, en relation avec l'évolution favorable de l'inflation. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés fixés à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009, soit respectivement à 4,25% et 6,25%.

Durant ce trimestre, la conduite de la politique monétaire a été marquée par la poursuite des interventions de la BCEAO sur le marché monétaire. La Banque Centrale a ainsi organisé douze opérations hebdomadaires d'injection de liquidités.

Le maintien à un niveau élevé des montants offerts par la BCEAO sur le guichet des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités, au cours du premier trimestre 2010, a contribué à la poursuite de la détente globale des taux interbancaires à une semaine, amorcée depuis le début du dernier trimestre 2009. En effet, les taux interbancaires à une semaine se sont fixés à 3,33% en mars 2010, contre 3,52% en janvier 2010 et 3,87% en décembre 2009. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires du marché monétaire ont évolué dans un intervalle allant de 3,2544% à 3,2933%, contre une plage

allant de 3,2584% à 3,3149% le trimestre précédent.

Par ailleurs, la BCEAO a poursuivi l'organisation des adjudications au taux fixe de 3,65% et à montants illimités sur le guichet des appels d'offres à un mois, en vue de couvrir les besoins de plus longue maturité des banques, dans un contexte marqué par une atténuation des tensions inflationnistes.

Aucune modification n'a été apportée au dispositif des réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union au cours du trimestre sous revue.

2^e trimestre 2010

Au cours du deuxième trimestre 2010, la BCEAO a poursuivi, par le canal de ses opérations hebdomadaires et mensuelles, la couverture des besoins en liquidités des banques.

La baisse des montants offerts par la BCEAO sur le guichet des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités, en vue de les ajuster au niveau des besoins exprimés par les banques, au cours du deuxième trimestre 2010, a induit une légère hausse du taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine et des taux interbancaires à une semaine.

En effet, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine s'est situé à 3,2942% contre 3,2629% un trimestre plus tôt. Ils ont évolué dans un intervalle allant de 3,2571% à 3,3665% au deuxième trimestre 2010, contre une plage allant de 3,2544% à 3,2933% le trimestre précédent. S'inscrivant dans cette tendance, les taux interbancaires à une semaine sont ressortis à 3,70% au second trimestre 2010, contre 3,40% le trimestre précédent.

14 septembre 2010

Le Comité de Politique Monétaire a tenu sa première réunion le 14 septembre 2010. Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA et tenant compte d'un contexte caractérisé par l'absence de risque majeur pour la stabilité des prix, le Comité a décidé de maintenir le statu quo au niveau des taux directeurs de la BCEAO. Ainsi,

le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de la pension restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, la capacité des banques à constituer les réserves obligatoires est globalement satisfaisante et l'abondance relative de la liquidité bancaire ne devrait pas être à l'origine de tensions inflationnistes. A cet effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les coefficients des réserves obligatoires à leur niveau actuel. Ainsi, le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques demeure à 7,0% au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal et à 5,0% en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo.

1^{er} décembre 2010

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 1^{er} décembre 2010. Analysant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA dans un contexte caractérisé par une faible pression inflationniste, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le statu quo au niveau des taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de la pension restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, la capacité des banques à constituer les réserves obligatoires est globalement satisfaisante et l'abondance relative de la liquidité bancaire ne devrait pas induire des tensions inflationnistes. Dans un souci d'harmonisation des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques des Etats membres de l'Union, le Comité de Politique Monétaire a décidé une uniformisation desdits coefficients. A cet effet, il a décidé de porter le coefficient des réserves obligatoires à un niveau unique de 7,0% pour l'ensemble des pays à compter du 16 décembre 2010.

2 mars 2011

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 2 mars 2011. Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA, à la lumière des impacts de la crise politique en Côte d'Ivoire et de la résurgence des pressions inflationnistes consécutive au renchérissement des denrées alimentaires importées et à la progression des

prix des carburants dans la plupart des Etats de l'Union, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

1^{er} juin 2011

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le 1^{er} juin 2011.

Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté que la fin de la crise politique en Côte d'Ivoire augure des perspectives économiques prometteuses pour l'Union. Il a relevé que l'inflation persiste à un niveau relativement élevé depuis le début de l'année 2011. Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est, en effet, situé à 3,7% à fin mars 2011, après 3,9% à fin décembre 2010.

Analysant les autres indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté la poursuite de l'atonie de l'activité économique sur les premiers mois de 2011, atonie imputable notamment aux effets négatifs de la crise politique en Côte d'Ivoire et aux contre-performances du secteur industriel. Il a noté que la stabilité et la sécurité du système financier de l'Union ont été préservées, malgré les risques liés à l'impact de la crise ivoirienne sur le système bancaire.

Le Comité a recommandé aux banques de l'Union de veiller à la qualité de leurs portefeuilles et de répercuter la détente actuelle des taux d'intérêt du marché monétaire sur le volume et le coût du crédit. Il a relevé qu'à court terme, la hausse des prix ne devrait pas significativement décélérer dans l'Union, eu égard aux prévisions d'un maintien des cours du pétrole à des niveaux élevés et d'un renchérissement des denrées alimentaires importées. Le taux d'inflation ressortirait à 3,9% à fin juin 2011. Cependant, dans le moyen terme, les prévisions d'inflation seraient en

phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, le Comité a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires, à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

7 septembre 2011

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 septembre 2011.

Au cours de cette session, le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire récente de l'Union Monétaire Ouest Africaine, notamment les risques pesant sur la stabilité des prix et les perspectives de croissance économique dans l'Union. A cet égard, le Comité a relevé une tendance au ralentissement du rythme de progression des prix. En effet, le taux d'inflation, en glissement annuel, est passé de 5,7% à fin avril 2011 à 4,8% à fin mai 2011 et à 3,9% à fin juin 2011. Cette dynamique est imputable au rétablissement des circuits de distribution en Côte d'Ivoire et au recul de l'inflation importée.

Analysant les autres indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté la poursuite de l'atonie de l'activité sur le deuxième trimestre de l'année 2011, imputable aux contre-performances des secteurs industriel et tertiaire.

Les conditions monétaires sont apparues globalement favorables, avec une liquidité bancaire relativement abondante, une quasi-stabilité des taux sur le marché monétaire et une détente des taux débiteurs des banques. Toutefois, les taux moyens pondérés des émissions de bons du Trésor se sont tendus d'un trimestre à l'autre.

Le Comité a estimé que les perspectives de croissance économique de l'Union demeurent empreintes d'incertitudes. Le taux de croissance de l'activité économique est projeté à 5,3% en

2012 contre 1,0% en 2011, en liaison avec l'apaisement de la situation socio-politique dans l'ensemble des pays de l'Union.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%. Par ailleurs, le Comité a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

7 décembre 2011

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 décembre 2011.

Au cours de cette session, le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire récente de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union. S'agissant de l'inflation, le Comité a relevé que la tendance à la décélération des prix, observée depuis le mois de mai 2011 s'est estompée en septembre. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 4,8% en mai à 3,9% à fin juin 2011, puis à 3,6% à fin juillet 2011, 3,5% à fin août 2011, avant de remonter à 3,8% à fin septembre 2011. La hausse des prix reste influencée par le renchérissement, en glissement annuel, des denrées alimentaires et des carburants.

L'analyse des indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA a laissé entrevoir un raffermissement de l'activité au troisième trimestre de l'année 2011, notamment dans l'industrie et dans le secteur tertiaire.

Les conditions monétaires sont demeurées globalement favorables, dans le contexte d'une liquidité bancaire importante et d'une détente des taux sur le marché monétaire. Toutefois, les taux d'intérêt débiteurs des banques ainsi que les taux moyens pondérés des émissions de bons du Trésor au troisième trimestre 2011 ont connu des hausses par rapport au trimestre précédent.

Examinant les perspectives de croissance économique de l'Union, le Comité a estimé que

l'activité économique de l'Union restera bien orientée, quoiqu'empreinte d'incertitudes au regard de la conjoncture internationale récente. Le taux de croissance du produit intérieur brut réel a été ainsi projeté à 6,4% en 2012 contre 1,2% en 2011 et 4,3% en 2010.

Se fondant sur les analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO à leur niveau actuel. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres et le taux d'intérêt des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%. En outre, le Comité a décidé de maintenir inchangé le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% qui est en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

7 mars 2012

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 mars 2012.

Analysant la conjoncture économique, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que les Etats membres de l'UEMOA continueront d'évoluer en 2012 dans un environnement international peu propice, marqué par un ralentissement de la croissance mondiale. La situation de l'Union devrait également se ressentir de la mauvaise campagne agricole 2011/2012. Le Comité de Politique Monétaire a noté que ces facteurs font planer des incertitudes sur la réalisation des prévisions de croissance pour l'année 2012, qui pourraient se révéler en retrait par rapport au taux de 6,4% initialement prévu.

L'analyse des conditions monétaires montre que la liquidité bancaire a connu une baisse sensible depuis le deuxième semestre 2011. Outre les facteurs conjoncturels, cette évolution résulte de changements structurels qui s'opèrent dans les économies de l'Union, induisant d'importants besoins de financement des importations aux fins de la réalisation des investissements privés et publics en cours. Cette situation entraîne une tension sur les taux d'intérêt du marché monétaire. En perspective, la demande de liquidité des banques pourrait se maintenir à un niveau élevé, au regard de l'ampleur des ressources nécessaires pour couvrir les besoins de financement exprimés par les Etats pour l'année 2012.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO à leur niveau actuel. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres et le taux d'intérêt des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

En outre, dans le souci de desserrer les contraintes sur la liquidité des banques et de conforter les conditions d'un financement approprié de l'économie, le Comité de Politique Monétaire a décidé de ramener le coefficient des réserves obligatoires à 5,0% pour l'ensemble des banques des pays de l'Union, soit une baisse de deux (2) points de pourcentage, avec pour date d'effet le 16 mars 2012.

11 juin 2012

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le 11 juin 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, monétaire et financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. Il a analysé, en particulier, les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Le Comité a constaté une atténuation du rythme d'évolution du niveau général des prix à la consommation dans l'Union sur la période récente à la faveur des mesures mises en œuvre au niveau national et régional en vue de lutter contre la vie chère et d'atténuer les effets des chocs d'offre. Ainsi, le taux d'inflation est passé de 2,3% en glissement annuel à fin janvier 2012 à 2,8% à fin février 2012, pour s'établir à 2,5% à fin mars 2012. Il est de 0,6% en avril 2012.

Analysant la conjoncture, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que la croissance économique de l'Union au titre de l'année 2012 serait meilleure qu'en 2011 en liaison avec la reprise rapide de l'activité en Côte d'Ivoire, le dynamisme du secteur des mines et la poursuite des investissements publics dans les infrastructures. Toutefois, des préoccupations existent en raison de l'impact des crises socio-politiques au Mali et en

Guinée-Bissau, ainsi que des incertitudes suscitées par l'environnement international.

Au regard de ces incertitudes et sur la base de l'appréciation de la balance des risques, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO de 25 points de base. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont ainsi fixés respectivement à 3,00% et à 4,00% avec date d'effet le 16 juin 2012.

Au niveau du marché monétaire, le Comité a constaté que les tensions qui avaient justifié une baisse du coefficient des réserves obligatoires en mars 2012 ont commencé à s'estomper. Le taux moyen pondéré sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire qui était de 4,67% en mars 2012 s'est replié pour se situer à 4,25% en mai 2012.

Le Comité a, de ce fait, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% qui est en vigueur depuis le 16 mars 2012.

5 septembre 2012

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 5 septembre 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Le Comité a noté la poursuite de la modération des tensions inflationnistes dans l'UMOA. Ainsi, le taux d'inflation s'est situé à 1,5%, en glissement annuel, sur le deuxième trimestre 2012, après 2,5% au trimestre précédent.

Les perspectives à moyen terme indiquent que le taux d'inflation se situerait autour de 2,3%, en glissement annuel, à moyen terme, sous l'hypothèse d'une campagne agricole 2012/2013 normale.

Analysant la conjoncture économique, les membres du Comité de Politique Monétaire ont

relevé que les indicateurs conjoncturels disponibles confirment le ralentissement de la croissance économique mondiale en 2012, dans un contexte de tensions sur les marchés financiers internationaux. Les prévisions disponibles tablent sur un taux de croissance de l'Union de 5,3% en 2012.

Au niveau du marché monétaire, le Comité a constaté que la baisse de 25 points de base des taux directeurs de la BCEAO, intervenue le 16 juin 2012, s'est répercutée sur les taux des marchés monétaires. En effet, les taux d'intérêt sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire se sont inscrits en baisse, passant de 4,67% en moyenne en mars 2012 à 4,03% en juillet 2012. En outre, il est observé une détente des taux d'intérêt des émissions de bons du Trésor. Le taux moyen pondéré des émissions de bons du Trésor à douze mois est passé de 6,26% au deuxième trimestre 2012 à 5,76% en juillet 2012.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,00% et 4,00%.

Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% qui est en vigueur depuis le 16 mars 2012.

7 décembre 2012

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa quatrième réunion ordinaire de l'année 2012 le 7 décembre 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale.

Analysant l'évolution de l'inflation, le Comité a relevé une légère remontée de l'indice harmonisé des prix à la consommation au troisième trimestre

2012. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,1% en juin à 2,7% à fin septembre 2012, en raison de l'ajustement à la hausse des cours des carburants dans certains Etats membres et de l'augmentation des prix des céréales locales et des produits de la pêche. L'inflation devrait connaître une décélération au quatrième trimestre 2012 pour ressortir à 2,5% à fin décembre. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établirait à 2,3% en 2012 contre 3,8% en 2011. A l'horizon de 24 mois, ce taux est projeté à 2,4%.

Analysant l'évolution des indicateurs de conjoncture, le Comité a relevé que l'activité économique au sein de l'UMOA continue de se raffermir, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le Comité a estimé que les performances en matière de croissance économique seraient meilleures que prévu. Les dernières estimations tablent sur une progression du produit intérieur brut de l'Union de 5,8% en 2012, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage comparativement aux prévisions faites trois mois auparavant. Pour l'année 2013, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,5%.

Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt continuent de se détendre. Le taux moyen pondéré des transactions interbancaires à une semaine est ressorti en moyenne à 4,13% au troisième trimestre contre 4,24% au deuxième trimestre 2012. Le taux moyen pondéré des émissions de bons du Trésor, s'est établi à 5,63% au troisième trimestre contre 5,72% un trimestre plus tôt.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,00% et 4,00%.

Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS DE L'UNION

BENIN

6-8 octobre 2012 - Le Président Boni YAYI prend part à la première session ordinaire de la troisième législature du Parlement Panafricain en Afrique du Sud.

8 octobre 2012 - Organisation à Cotonou par le Projet de Renforcement des Capacités d'Analyse des Politiques de Développement d'une séance d'échange sur le thème : « *Gouvernance des réformes économiques et financières au Bénin : comment sortir de la spirale des échecs ?* ».

12-14 octobre 2012 - Le Président Boni YAYI prend part au 14^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage.

15 octobre 2012 - Signature à Cotonou d'un protocole d'accord pour la construction des centres multimédias communautaires, pour un montant de 80 milliards de FCFA, entre le Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information, un consortium de sociétés béninoises et une compagnie chinoise.

16-17 octobre 2012 - Le Président Boni YAYI prend part à Bruxelles à la 7^e édition des Journées Européennes du Développement (JED) ayant pour thème : « *La croissance durable et inclusive* ».

19 octobre 2012 - Séance de travail du Président Boni YAYI avec les acteurs portuaires dans le cadre de la pérennisation des investissements réalisés par le Millennium Challenge Account au Port Autonome de Cotonou.

- Visite au Bénin de Madame Valérie AMOS, Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies aux Affaires Humanitaires.

25-26 octobre 2012 - Séjour au Bénin, de Monsieur José Manuel BARROSO, Président de la Commission de l'Union Européenne.

29-31 octobre 2012 - Tenue à Cotonou d'une table ronde ayant pour thème « *Le dialogue*

secteur public/secteur privé pour la relance de l'économie du Bénin ».

6 novembre 2012 - Organisation à Porto-Novo d'un atelier de validation de l'étude sur le système de rémunération dans la fonction publique béninoise, commanditée par le Ministère du Travail et de la Fonction Publique.

12 novembre 2012 - Le Président Boni YAYI procède à l'ouverture des travaux du forum régional de la jeunesse.

- Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur, Monsieur Nassirou Arifari BAKO et l'Ambassadeur de la Suisse près le Bénin, Son Excellence Monsieur Andrea SEMADENI, ont procédé à la signature de trois accords de coopération pour un montant global de 6,1 milliards de francs CFA.

12-14 novembre 2012 - Tenue à Cotonou d'un séminaire organisé par les membres des Comités Nationaux de Négociations Commerciales des pays membres de l'UEMOA sur le thème : « *La politique commerciale commune et les négociations commerciales en cours* ».

12-16 novembre 2012 - Validation à Cotonou des résultats des campagnes d'évaluation des stocks halieutiques de l'espace UEMOA par la Commission de l'UEMOA.

14 novembre 2012 - Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur et l'Ambassadeur de l'Iran près le Bénin ont procédé à la signature d'un accord d'un montant de 500 millions de francs CFA pour la réalisation d'infrastructures à l'Université d'Abomey-Calavi.

18-20 novembre 2012 - Le Président Boni YAYI, Président en exercice de l'Union Africaine, prend part au Saint-Siège à Rome aux travaux de la Journée d'études sur le développement local en Afrique, organisée par l'Université pontificale Saint Jean de Latran sur le thème : « *Afrique : développement local, véhicule de*

lutte contre la pauvreté à la lumière de Ecclesia in Africa du Pape Jean Paul II et de Africae Munus de sa Sainteté le Pape Benoît XVI ».

20-22 novembre 2012 - Tenue à Cotonou d'un forum organisé par le Ministère chargé des Relations avec les Institutions, en collaboration avec la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, sur le thème « *Etude et harmonisation de la plate-forme des interventions de l'Etat en faveur de la Société civile dans l'espace UEMOA* ».

26 novembre 2012 - Signature à Cotonou d'un accord de Siège entre le Bénin et le Groupement Interbancaire Monétique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (GIM-UEMOA).

28 novembre 2012 - Dans le cadre de la réforme organisationnelle de Bénin Télécoms, le Ministre de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication annonce la privatisation de l'opérateur public de téléphonie mobile prévue le 3 décembre 2012

3 décembre 2012 - Le Président Boni YAYI procède à l'ouverture des travaux de la 19^e réunion du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique ayant pour thème : « *Des flux financiers illicites dans nos économies* ».

4 décembre 2012 - Signature, entre le Bénin et la France, de la Convention de financement du Projet d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration (PA2D) pour un montant de 500.000 euros, soit environ 328 millions de francs CFA.

5 décembre 2012 - Signature, entre le Bénin et le Japon, de deux accords de don d'un montant global de 10 milliards de francs CFA. Le premier concerne l'appui à l'aide alimentaire et le second porte sur la construction d'écoles primaires.

- Le Conseil des Ministres adopte le projet de décret portant création de l'Identifiant de Contrôle des Agents de l'Etat (ICAE).

11 décembre 2012 - Signature entre le Bénin et le Royaume des Pays-Bas d'un accord de financement relatif à la 2^e phase du Programme Pluriannuel d'Appui au Secteur « *Eau et*

Assainissement » pour un montant de 40,5 milliards de FCFA.

13-14 décembre 2012 - Tenue à Cotonou de la réunion du Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

18 décembre 2012 - Organisation d'un atelier de réflexion sur les modes de gouvernance de la filière coton au Bénin, par le Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale.

- Adoption par l'Assemblée Nationale du Budget de l'Etat, gestion 2013. Le nouveau budget est équilibré en ressources et en emplois à 1.044,5 milliards de francs CFA contre 1.016,5 milliards de francs CFA en 2012, soit une augmentation de 27,9 milliards de francs FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 2,7%.

19 décembre 2012 - Le Conseil des Ministres adopte le projet de décret portant nomination du Président et des membres de l'Agence Béninoise de Normalisation et de gestion de la Qualité (ABeNOR).

24 décembre 2012 - Célébration au Palais des Congrès de Cotonou des 40 ans de coopération entre le Bénin et la Chine, en présence du Chef de l'Etat, le Président Boni YAYI, de l'Ambassadeur de Chine près le Bénin et d'autres hautes personnalités.

28 décembre 2012 - Le Président Boni YAYI délivre à la tribune de l'Assemblée Nationale son discours sur l'Etat de la Nation.

MALI

8 octobre 2012 - Ouverture des travaux de la quatrième session de formation et de perfectionnement des entrepreneurs du secteur des bâtiments et des travaux publics sur la réforme des marchés publics dans l'espace UEMOA et les procédures de passation de marchés publics au Mali. Cette session vise à promouvoir les meilleures pratiques de bonne gouvernance économique dans le domaine spécifique des marchés publics.

10 octobre 2012 - Adoption par le Conseil des Ministres du projet de loi autorisant la ratification d'un accord de prêt signé à Djéda, le 20 juin

2012, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du Projet d'Appui au Programme de Logement Social de Bamako.

12 octobre 2012 – L'Assemblée Nationale a procédé à l'élection d'un nouveau bureau. Suivant l'avis de la Cour constitutionnelle, les députés n'ont pas procédé au renouvellement du poste de Président. Monsieur Younoussi TOURE reste Premier Vice-Président et Président par intérim de l'Institution.

18 octobre 2012 - L'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi autorisant la ratification d'une ordonnance d'août 2012 permettant la participation de l'Etat au capital de la Société des Mines d'Or Goukoto-SA.

19 octobre 2012 - Le Président de la République par intérim a présidé l'ouverture des travaux de la réunion du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali, en présence des hauts représentants de l'Union Africaine, de l'ONU, de l'Union Européenne et des Pays du Champ (Algérie, Mauritanie, Niger).

- Le Président de la République par intérim a reçu la visite du Chef d'Etat nigérian. Au cours de son séjour, le Président nigérian s'est entretenu avec la classe politique, la société civile, les représentants de confessions religieuses et différentes personnalités du pays sur la crise au Nord et les attentes des Etats membres de la CEDEAO.

24 octobre 2012 - L'Agence Malienne de Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER) et les opérateurs privés ont procédé à la signature de 6 conventions de financement de projets d'électrification rurale, en présence du Ministre de l'Energie et de l'Eau. Le montant global du financement est estimé à plus de 3 milliards de FCFA. Ces conventions permettront aux entreprises adjudicatrices de réaliser des ouvrages hybrides dans 14 localités situées dans les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou.

31 octobre 2012 - Le Ministre de l'Agriculture a organisé une réunion du conseil national des parties prenantes du projet Better Cotton Initiative au Mali (BCI), qui vise à améliorer les techniques de production et la qualité du coton,

préserver la santé et la sécurité des producteurs, accroître leurs revenus et protéger l'environnement dans lequel le coton est cultivé. Le lancement officiel de la phase pilote du projet Better Cotton Initiative au Mali a eu lieu en juin 2010.

1^{er} novembre 2012 - L'Assemblée Nationale a adopté :

- le projet de loi autorisant la ratification d'un accord de prêt d'un montant de 621 millions de FCFA, relatif au financement du projet d'étude de la ligne d'interconnexion électrique Guinée-Mali, signé à Bamako le 2 juin 2011, entre le Gouvernement malien et le Fonds Africain de Développement (FAD) ;

- le projet de loi autorisant la ratification d'une ordonnance relative à une ligne de crédit, signée à New Dehli le 11 janvier 2012, entre le Gouvernement malien et Export Import Bank of India pour le financement de l'interconnexion des réseaux électriques. Le montant de la ligne de crédit est estimé à plus de 51 milliards de FCFA.

4 décembre 2012 - Signature entre le Ministre malien des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale et l'ambassadeur de Chine de deux accords de dons d'un montant global de 13,3 milliards de FCFA et d'un accord de prêt sans intérêt de 4,2 milliards de FCFA. Un quatrième accord, signé le même jour, est relatif à l'application du tarif douanier zéro à 95% des produits maliens exportés en Chine.

8 décembre 2012 - La Commission Européenne octroie 13 milliards de FCFA d'aide humanitaire supplémentaire au Mali pour l'aider à surmonter la crise.

12 décembre 2012 - Nomination par le Président de la République par intérim, S.E. M. Dioncounda TRAORE, de M. Diango CISSOKO au poste de Premier Ministre.

15 décembre 2012 - Le Président de la République par intérim et le Premier Ministre ont signé le décret N° 2012-710/P-RM portant nomination des membres du nouveau Gouvernement.

19 décembre 2012 - Le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi portant modification de la

loi du 16 décembre 2002 portant statut général des fonctionnaires au Mali.

26 décembre 2012 - Le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi portant règlement général du budget d'Etat 2011.

TOGO

10-11 octobre 2012 - Visite d'amitié et de travail à Windhoek (Namibie) du Chef de l'Etat, S.E. M.Faure Essozimna GNASSINGBE.

- Participation du Chef de l'Etat à Kinshasa (République Démocratique du Congo), aux travaux du XIV^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) sur le thème «*Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale*»).

22-24 octobre 2012 - Participation du Chef de l'Etat à Dubaï (Emirats Arabes Unis), aux travaux du Forum Mondial de l'Energie.

29 octobre 2012 - Le projet multinational Togo/Burkina Faso de réhabilitation de routes et de facilitation du transport sur le corridor Lomé-Ouagadougou, a été officiellement lancé par le Ministre de l'Economie et des Finances du Togo à Lomé. Ce projet vise à faciliter la circulation sur les axes prioritaires du réseau routier communautaire de l'UEMOA.

29 octobre 2012 - Signature, entre les Gouvernements togolais et français, d'un protocole d'accord visant à reconduire le Fonds Social de Développement.

30 octobre 2012 - Tenue à l'Agence Principale de la BCEAO à Lomé de la troisième session au titre de l'année 2012 du Conseil National du Crédit (CNC) du Togo.

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

Périodiques

- 1 - Rapport annuel de la BCEAO – de 1956 à 2010 (annuel)
- 2 - Notes d'Information et Statistiques – de 1956 à 2004
 - Statistiques monétaires (mensuel)
 - Statistiques économiques (trimestriel)
 - Etudes et recherche (trimestriel)
 - Informations générales (trimestriel)
- 3 - Bulletin mensuel de statistiques monétaires et financières - de janvier 2005 à décembre 2012
- 4 – Bulletin mensuel de conjoncture - d'octobre 2005 à décembre 2012
- 5 - Note trimestrielle de conjoncture - de juin 2010 à septembre 2012
- 6 - Note trimestrielle d'information de mars 2005 à décembre 2012
- 7 - Annuaire statistique - de 2004 à 2010
- 8 - Annuaire des banques et établissements financiers – de 1967 à 2011
- 9 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers (annuel)
 - Bilans des banques et établissements financiers – de 1967 à 2003
 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers – 2004 à 2010
- 10 - Monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (annuel) – de 1993 à 2006
- 11 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA (2006, 2007, 2010, 2012)
- 12 - Revue de la stabilité financière dans l'UEMOA (2006, 2008)
- 13 - Revue Economique et Monétaire (de juin 2007 à décembre 2011)

Ouvrages

- 14 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes) – Dakar, Edition BCEAO, août 1994
- Recueil des instructions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations bancaires-
 - Volume I : Cadre réglementaire général
 - Volume II : Documents de synthèse
 - Volume III : Transmission des documents de synthèse
- 15 - Recueil des textes légaux et réglementaires – 2003
- 16 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais) – Paris, Edition Georges Israël, janv. 2000
- 17 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes)
 - Plan comptable général des entreprises – Paris, Edition Foucher, décembre 1996
 - Guide d'application – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
 - Système minimal de trésorerie – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
 - Tableaux de passage – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
- 18 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA)
 - Liste intégrale des comptes et états financiers - Dakar, Edition BCEAO, 2005
- 19 - Méthodologie d'Analyse Financière – Dakar, Edition BCEAO, 2004



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int